

RAPPORT ANNUEL 2009



SÉCURIDÉV

Systems et équipements pour un monde plus sûr



RONIS
DDM
SICHERHEITSTECHNIK

DDM
SICHERHEITSTECHNIK

DDM
SICHERHEITSTECHNIK

deny
FONTAINE
safety technologies

PICARD
SERRURES

DDM
SICHERHEITSTECHNIK

■ métalux®

RONIS

DDM
SICHERHEITSTECHNIK

TITAN®

CR
SERRATURE

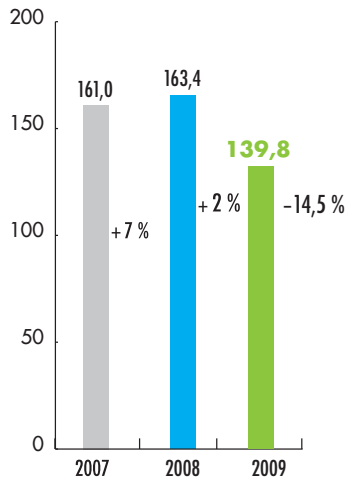
DDM
SICHERHEITSTECHNIK

M®

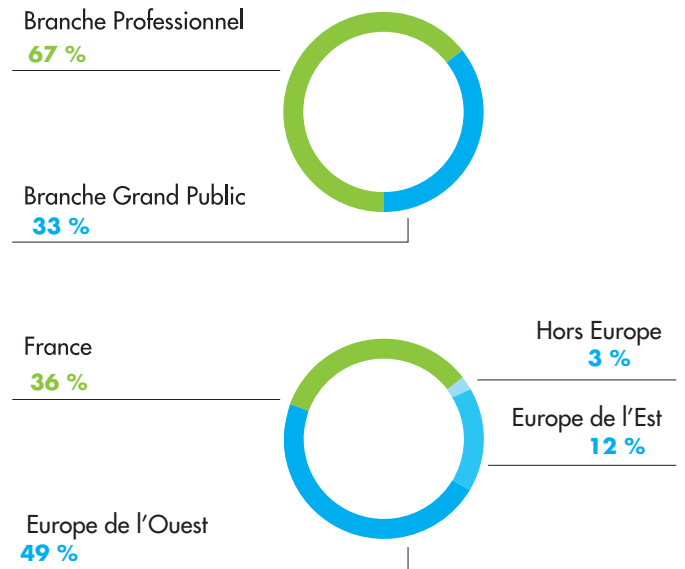
DDM
SICHERHEITSTECHNIK

EURO
ELZETT

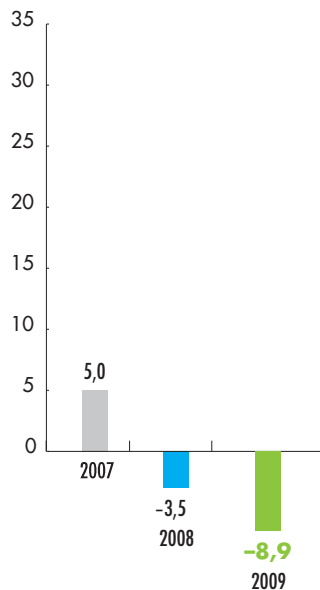
Evolution du chiffre d'affaires en millions d'euros



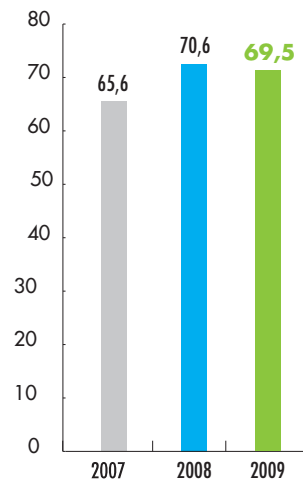
Répartition des ventes en 2009



Evolution de l'endettement financier net en millions d'euros

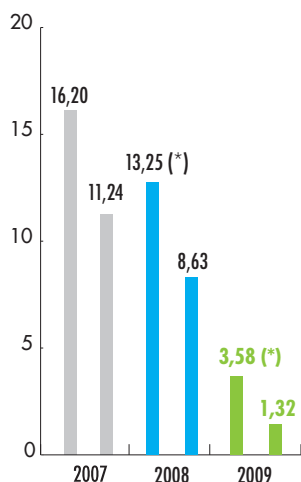


Evolution des Capitaux propres en millions d'euros



Evolution du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe

en millions d'euros



(*) dépréciation de goodwill et d'actifs immobilisés

Données par action

En euros	2007	2008	2009
Résultat net par action part du groupe	4,32 €	3,66 €	0,81 €
CAF par action	6,07 €	7,79 €	4,05 €
Dividende net	0,80 €	0,80 €	0,40 €
NB titres (hors auto-contrôle)	2 604 474	2 472 460	2 443 952

Place de cotation : **Euronext Paris**

Compartment C

Code ISIN : **FR0000052839**

Code Reuter : **SCDV**

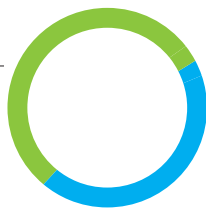
Indice : **CAC all shares**

Répartition de l'actionariat au 31/12/2009

en pourcentage

(% en droits de vote)

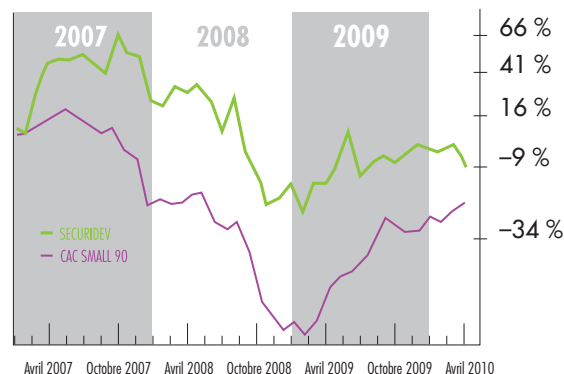
SFPI
61 %
(75,8% de droits de vote)



Public
39 %
(24,2 % des droits de vote)

Evolution du cours de bourse sur 3 ans

Cours au 09/04/2010 : 19,11 €



« Spécialiste européen des serrures et systèmes de sécurité »

SECURIDEV est un groupe industriel européen indépendant, spécialisé dans les serrures et systèmes de sécurité.

La vocation de SECURIDEV est de concevoir, de fabriquer et de commercialiser :

- > **des systèmes mécaniques, électriques et électroniques de contrôle des accès** pour de grandes organisations et des sites à risques ;
- > **des serrures pour matériels et équipements**, destinées aux industriels en fournissant des solutions clés en main, en liaison avec leurs bureaux d'études ;
- > **des serrures pour le bâtiment**, offrant une large gamme reconnue d'équipements pour la première et la deuxième monte.

Le chiffre d'affaires consolidé 2009 affiche un recul de 14,5 % par rapport à 2008 et s'élève à 139,78 M€, dans la tendance globale du marché du bâtiment en Europe.

Les activités réalisées hors de France ont représenté 64 % des ventes consolidées.

Le résultat opérationnel courant ressort à 8,96 M€ contre 16,05 M€ en 2008.

Le résultat opérationnel, en baisse de 73 %, s'avère impacté par des dépréciations de goodwill et d'actifs immobilisés pour 3,4 M€, compte tenu notamment de la forte hausse des primes de risques.

Globalement, le résultat net s'élève à 1,99 M€ contre 9,04 M€ en 2008, tandis que la capacité d'autofinancement affiche une baisse de 48,6 % à 9,9 M€.

Le bénéfice net par action ressort à 0,81€ contre 3,66 € en 2008.

La branche Professionnelle a enregistré une baisse de ses ventes de 10,2 % sur l'exercice 2009, avec un ralentissement de la tendance au cours du dernier trimestre de l'exercice (- 0,6 % par rapport au dernier trimestre 2008).

La branche Grand Public a été plus fortement impactée par la dégradation de ses ventes, avec une baisse de 22,1% sur l'exercice.

Sur l'exercice 2010 le Groupe va s'attacher à maintenir ses marges au niveau actuel avec un chiffre d'affaires qui devrait être équivalent à celui de 2009.

Sommaire

1	Rapport de gestion	3
2	Comptes annuels au 31 décembre 2009	12
3	Comptes consolidés au 31 décembre 2009	22
4	Rapport du Président Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce	49
5	Rapports des Commissaires aux Comptes	52
6	Projets des Résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 28 mai 2010	60

1. Rapport de Gestion

RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 MARS 2010 SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009 À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 28 MAI 2010

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

3

COMPTES ANNUELS

Présentation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent. Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 10 209 807 €, après déduction des amortissements et provisions réglementaires et justifiées, que nous vous proposons de répartir conformément aux statuts, comme il sera dit ci-après.

Activité et résultats financiers de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009

1 - Activité de la Société

Usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale du 20 mars 2008, le conseil d'adminis-

tration du 24 septembre 2009 a décidé la réduction du capital social par voie d'annulation de 160 522 titres auto-détenus, faisant ainsi passer le capital social de 39 067 100 € à 36 659 280 €.

Aucun titre n'a été acheté dans le cadre du programme de rachat par la Société de ses propres actions autorisé par l'assemblée générale mixte en date du 5 novembre 2009. SECURIDEV a créé une filiale en Roumanie afin de mieux s'introduire dans le marché roumain de la serrure. Cette filiale dénommée SECURIDEV ROMANIA est détenue à 100 %.

2 - Résultats financiers de la Société

Le résultat d'exploitation qui passe de (271) K€ à (792) K€, s'explique par des frais de recherche et développement à hauteur de 657 K€, compensé par une baisse des frais de personnel de 200 K€ suite au départ d'un salarié en 2008.

Le résultat financier est en hausse, il passe de 9 120 K€ à 11 488 K€, en raison essentiellement du dividende reçu de la société DOM Allemagne.

1. Rapport de Gestion

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent le résultat suivant :

Produits d'exploitation	1 153 102	
Charges d'exploitation	1 944 776	
RESULTAT D'EXPLOITATION		-791 674
Produits financiers	11 897 298	
Charges financières	409 150	
RESULTAT FINANCIER		11 488 148
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		10 696 474
Produits exceptionnels	—	
Charges exceptionnelles	—	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		—
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	—	
Impôts sur les bénéfices	486 667	
BENEFICE		10 209 807

Il résulte d'une comparaison avec l'exercice précédent, l'évolution suivante :

Résultats	Exercice 2009	Exercice 2008
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 127 406	1 156 971
RESULTAT D'EXPLOITATION	-791 674	-270 991
RESULTAT FINANCIER	11 488 148	9 119 524
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	10 696 474	8 848 533
RESULTAT EXCEPTIONNEL	—	-323 201
RESULTAT DE L'EXERCICE	10 209 807	7 934 106

Activité juridique

Approbation des comptes de l'exercice 2008

Par délibération de l'assemblée générale mixte en date du 28 mai 2009, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 7 934 106,34 €, qu'ils ont décidé d'affecter de la façon suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 7 934 106,34 €

Affectation :

- Réserve légale : 431 202,75 €
- Dividende : 2 083 579,20 €
prélevé sur le résultat de l'exercice (soit 0,80 € par action)
- Report à nouveau : 5 419 324,39 €

Le dividende en numéraire a été mis en paiement à compter du 15 juin 2009.

L'assemblée générale a également pris acte que ce dividende était éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2^e paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Conventions et engagements réglementés

Nous avons donné à nos commissaires aux comptes toutes les indications utiles pour leur permettre de présenter leur

rapport spécial sur les conventions et engagements visés par l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Affectation du résultat de l'exercice 2009

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 10 209 807 €, comme suit :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 10 209 807 €

Affectation :

- Dividende : 977 580,80 €
prélevé sur le résultat de l'exercice (soit 0,40 € par action)
- Report à nouveau : 9 232 226,20 €

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 15 juin 2010.

Cette distribution sera éligible, pour les bénéficiaires personnes physiques résidentes fiscalement en France dont les actions ne sont pas éligibles sur un PEA, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3 2^e du Code général des impôts. Alternativement, sur option des bénéficiaires exercée au plus tard lors de l'encaissement, le dividende pourra être soumis au prélèvement libératoire au taux de 18 % (article 117 quater du CGI). Ce prélèvement sera effectué sur le montant brut du dividende.

Quel que soit le régime d'imposition choisi par l'actionnaire personne physique, les contributions sociales

(représentant 12,1 % du montant des dividendes) seront prélevées à la source par l'établissement payeur sur le montant brut du dividende.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende.

Rappel des dividendes distribués au cours des exercices précédents

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Dividende par action *
2006	0,42 € <small>(sur le résultat 2002)</small>
2007	0,80 € <small>(sur le résultat 2002)</small>
2008	0,80 €

* Intégralement éligible de l'abattement de 40 %

Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons

que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Activité en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a pas immobilisé de frais de cette nature au cours de l'exercice 2009 au poste «Frais de recherche et de développement» à l'actif du bilan.

Tableaux des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

Au présent rapport, est joint en annexe le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

Information relative à l'échéance des dettes fournisseurs (articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce)

En application de l'article D. 441-4 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau ci-après la décomposition à la date du 31 décembre 2009 du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance. Toutefois, s'agissant de la première année d'application, aucun comparatif avec l'exercice précédent n'est présenté pour cet exercice.

Echéances (en K€)	Dettes échues à la clôture	Echéances entre J et J+30	Echéances entre J+31 et J+60	Echéances au-delà de J+60	Total dettes fournisseurs
Fournisseurs (401 + 403)	11	68	133		212
Fournisseurs d'immobilisations (404 + 405)					
Total à payer	11	68	133		212
Factures non parvenues (408)				776	776
Autres					
Total	11	68	133	776	988

J = Date de clôture

Prise et cession de participation ou de contrôle

Participations prises au cours de l'exercice

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé aux comptes annuels.

Notre Société n'a pris aucune participation dans d'autres sociétés ayant leur siège social sur le territoire de la République Française.

Répartition du capital social ou des droits de vote

Nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales ci-après, conformément aux dispositions de

l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues notamment en application de l'article L. 233-7 et L. 233-12 de ce code :

- International Value Advisers LLC «IVA» Sarl
2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington,
19808 Delaware, USA,
détient 6,64 % des droits de vote.
- Société Financière De Participation Industrielle «S.F.P.I.» SA
20 rue de l'Arc de Triomphe – 75017 Paris
RCS Paris B 349 385 930,
détient 75,8 % des droits de vote.

Actions inscrites au nom de la Société

Votre assemblée générale mixte du 5 novembre 2009, a autorisé, dans le cadre de l'article L. 225-209 du Code de commerce, le rachat par la Société de ses propres actions, dans la limite de 10 % de son capital social, soit 244 395 actions. Cette autorisation court jusqu'au 5 mai 2011.

Dans le cadre de ce programme de rachat, aucune opération d'achat n'a été effectuée à ce jour.

En conséquence, au 31 décembre 2009, aucune action n'était inscrite au nom de la Société,

Etat de la participation des salariés au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons qu'au dernier jour de l'exercice 2009, aucun salarié ne détenait de titres de la Société.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société

Conformément aux dispositions des articles L. 225-102-1, alinéa 4, R 225-104 et R 225-105 du Code de commerce, nous vous informons que notre Société n'emploie que trois (3) salariés dans le cadre de contrats à durée indéterminée. Ces trois salariés sont détachés auprès de filiales à l'Etranger.

Les autres informations visées par les articles ci-dessus du Code de commerce, ne sont pas applicables à SECURIDEV, en raison de sa taille et de son activité.

Informations concernant les mandataires sociaux

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société :

• Monsieur Henri MOREL

1. Président Directeur Général: FORESTLINÉ INDUSTRIES – NEU SA – S.F.P.I. – SOCIÉTÉ DES REMONTÉES MÉCANIQUES DU CHAMP DU FEU
2. Présidence de SAS: PICARD-SERRURES – ARC MANAGEMENT – DELTA NEU – LA FONCIÈRE NEU – METALUX – TÉLÉSKIS DES VIEUX PRÉS – AUBERGE HAZEMANN
3. Représentant permanent: FORESTLINÉ INDUSTRIES –

INSTITUT TECHNIQUE NEU.

4. Gérant: SCI B.G.M. - MP SARL – SCI HÔTEL DU CHAMP DU FEU.

• Monsieur Jean-Bertrand PROT

1. Administrateur: FORESTLINÉ INDUSTRIES – NEU – S.F.P.I.
2. Présidence de SAS: ASET – FINANCIÈRE BARRIQUAND – FORESTLINÉ ALBERT – FORESTLINÉ CAPDENAC – FRANCE FERMETURES – FRANCIAFLEX – MMD – SPRING MANAGEMENT
3. Directeur Général: FORESTLINÉ INDUSTRIES – S.F.P.I.
4. Représentant permanent: STORISTES DE FRANCE – BAIE OUEST

• Monsieur Nicolas LOYAU

1. Administrateur: FORESTLINÉ INDUSTRIES – BAIE OUEST
2. Présidence de SAS: BARRIQUAND – BATT – MAC – THERMICA
3. Représentant permanent: NEU SA

• Monsieur Thierry CHEVALLIER

1. Administrateur: MARKETING.DOCK – NEOFI SOLUTIONS

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons que Monsieur Henri MOREL :

- 1) en sa qualité de Directeur Général-adjoint de la société DENY FONTAINE, a perçu de cette filiale une rémunération brute annuelle de 107 499,40 € et qu'en outre, cette dernière a cotisé au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) une somme de 7 179,40 €;
- 2) en sa qualité de Président Directeur Général de la société S.F.P.I., a perçu une rémunération brute annuelle de 246 750,00 €. Au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) S.F.P.I. a cotisé une somme de 17 028,50 €.

Délégations au Conseil d'Administration

Aucune délégation relative à des augmentations de capital social n'a été donnée au conseil d'administration.

Événements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport est établi.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le rapport, conformément à la loi du 3 janvier 1985, permet de donner une image plus complète de la situation réelle du pôle sécurité, grâce à l'établissement des comptes représentatifs de l'activité globale.

1 – Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2009 ont été établis dans le référentiel IFRS.

L'effectif moyen des sociétés consolidées est de 1 713 personnes.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent les résultats suivants qui, par comparaison avec l'exercice précédent, évoluent de la façon suivante :

Résultats (en K€)	Exercice 2009*	%	Exercice 2008*	% 2009/2008
Chiffre d'affaires	139 780	—	163 417	-14,5
Résultat opérationnel courant	8 955	6,4	16 053	-44,2
Résultat opérationnel	3 581	2,6	13 248	-73
Résultat financier	-195	—	-516	—
Impôt société	-2 128	—	-4 182	—
Résultat net des entreprises consolidées	1 316	0,9	8 629	-84,7
Intérêt minoritaires	-672	—	-409	—
Part Groupe	1 988	—	9 038	—

* Taux moyen

2 – L'activité et les principaux résultats

A – SECURIDEV consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé 2009 a atteint 139 780 K€ à taux de change moyen, en baisse de 14,5 %, contre un chiffre d'affaires 2008 de 163 417 K€.

Le résultat opérationnel courant représente 6,4 % du chiffre d'affaires, soit 8 955 K€ contre 9,82 % en 2008.

Le résultat financier est négatif de 195 K€, contre un résultat financier négatif de 516 K€ l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel, en baisse de 73 %, s'avère impacté par des dépréciations de goodwill et d'actifs immobilisés pour 3,4 M€, compte tenu notamment de la forte hausse des primes de risques.

L'impôt consolidé s'élève à (2 128) K€.

Le résultat net des entreprises consolidées est un bénéfice de 1 316 K€, en baisse de 84,7 %.

Au cours de l'exercice, la trésorerie financière nette positive est passée de 3 498 K€ à 8 957 K€, et la trésore-

rie bancaire nette positive est passée de 4 191 K€ à 9 069 K€.

La capacité d'autofinancement du Groupe SECURIDEV est passée de 19 252 K€ en 2008 à 9 895 K€ en 2009, soit -48,6 %.

Les investissements opérationnels ont atteint 5 351 K€ contre 5 946 K€ l'exercice précédent.

B – Principaux résultats des branches du Groupe SECURIDEV

Branche Professionnelle

Cette branche correspond aux activités du Groupe RONIS, de la société DENY FONTAINE et du Groupe DOM. Elle a représenté 67,5 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2009	2008
Chiffre d'affaires (en K€)	94 345	105 088
% de marge brute*	77,77	74,54
Résultat opérationnel courant (en K€)	8 604	12 539
% sur chiffre d'affaires	9,1	11,9

* Sur production, y compris sous-traitance

Le chiffre d'affaires de cette Branche est en baisse de 10,2 %. Cette baisse a été moins importante au cours du dernier trimestre.

Branche Grand Public

Cette branche correspond aux activités des sociétés PICARD-SERRURES, METALUX, C.R. SERRATURE, EURO-ELZETT, TITAN D.D. et METALPLAST. Elle a représenté 32,5 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2009	2008
Chiffre d'affaires (en K€)	45 435	58 329
% de marge brute	59,51	56,24
Résultat opérationnel courant (en K€)	85	3 483
% sur chiffre d'affaires	0,2	6

Les ventes de cette Branche ont baissé de 22,1 %.

Dans les filiales étrangères, les usines ont été spécialisées par ligne de produits.

En France, la ligne de production « portes blindées » a été transférée de BROGUE à Feuquières-en-Vimeu dans les locaux de PICARD-SERRURES.

C - Les principaux résultats sociaux des filiales

1 - Chiffre d'affaires (en K€)

Sociétés	2009	2008
BEUGNOT ENTREPRISE	—	987*
DENY FONTAINE	21 670	22 580
DOM SAS (France)	4 142	5 142
DOM Participations (France)	388	50
GIE SERUTOL	1 432	2 005
METALUX	10 492	11 501
PICARD-SERRURES	11 067	11 540
RONIS	13 689	18 844
SECURIDEV	1 127	1 157
TSS RONIS DIFFUSION	1 488	1 694
C.R. SERRATURE	4 736	5 239
DOM AG Sicherheitstechnik (Suisse)	3 130	3 485
DOM POLSKA	531	763
DOM Sicherheitstechnik GmbH (Allemagne)	55 460	59 279
EURO-ELZETT	6 660	9 445
EURO-TOOLS	987	1 600
METALPLAST Czestochowa	4 957	7 228
RONIS-DOM Ltd	2 980	4 016
SECURIDEV-TCHEQUIE	1 070	1 205
TITAN d.d.	11 952	17 330
SECURIDEV ROMANIA	45	—

* (au 31/10/2008)

2 – Résultat d'exploitation (en K€)

Sociétés	2009	2008
BEUGNOT ENTREPRISE	—	246*
DENY FONTAINE	4 109	4 543
DOM SAS (France)	299	599
DOM Participations (France)	280	5
GIE SERUTOL	—	13
METALUX	860	890
PICARD-SERRURES	918	1 009
RONIS	-816	789
SECURIDEV	-792	-271
TSS RONIS DIFFUSION	206	339
C.R. SERRATURE	-63	111
DOM AG Sicherheitstechnik (Suisse)	70	230
DOM POLSKA	8	-4
DOM Sicherheitstechnik Gmbh (Allemagne)	7 338	9 388
EURO-ELZETT	30	644
EURO-TOOLS	-312	-125
METALPLAST Czestochowa	47	455
RONIS-DOM Ltd	13	141
SECURIDEV-TCHEQUIE	42	67
TITAN d.d.	-1 409	113
SECURIDEV ROMANIA	-12	—

* (au 31/10/2008)

3 – Résultat net de l'exercice (en K€)

Sociétés	2009	2008
BEUGNOT ENTREPRISE	—	195*
DENY FONTAINE	2 312	2 538
DOM SAS (France)	170	399
DOM Participations (France)	1 154	392
GIE SERUTOL	-4	4
METALUX	587	625
PICARD-SERRURES	610	615
RONIS	-1 173	864
SECURIDEV	10 210	7 934
TSS RONIS DIFFUSION	134	230
C.R. SERRATURE	-564	17
DOM AG Sicherheitstechnik (Suisse)	64	147
DOM POLSKA	-4	-59
DOM Sicherheitstechnik Gmbh (Allemagne) (hors impôt)	6 046	8 009
EURO-ELZETT	44	580
EURO-TOOLS	-415	-138
METALPLAST Czestochowa	25	385
RONIS-DOM Ltd	-42	19
SECURIDEV-TCHEQUIE	34	51
TITAN d.d.	-1 655	573
SECURIDEV ROMANIA	-12	—

* (au 31/10/2008)

4 – Endettements bancaires à long et moyen termes (hors crédits-baux retraités en consolidation) (en K€)

Les sociétés sans endettement à long et moyen termes ne sont pas mentionnées.

Sociétés	Dettes de 1 à 5 ans	Dettes de + 5 ans
SECURIDEV	4 210	—
TITAN d.d.	533	—
PICARD-SERRURES	274	—
CR SERRATURE	209	—
METALUX	75	—
EURO-TOOLS	65	—
SECURIDEV TCHEQUIE	8	—
TOTAL	5 374	—

5 – Situation nette (en K€)

Sociétés	2009	2008
BEUGNOT ENTREPRISE	—	—
DENY FONTAINE	11 992	11 183
DOM SAS (France)	1 182	1 207
DOM Participations (France)	3 449	2 664
GIE SERUTOL	—	4
METALUX	4 347	4 762
PICARD-SERRURES	3 763	3 464
RONIS	4 378	5 550
SECURIDEV	62 416	56 593
TSS RONIS DIFFUSION	320	384
C.R. SERRATURE	1 164	1 727
DOM AG Sicherheitstechnik (Suisse)	1 413	1 508
DOM POLSKA	-493	-496
DOM Sicherheitstechnik GmbH (Allemagne) (hors impôt)	14 580	16 543
EURO-ELZETT	4 672	5 206
EURO-TOOLS	-183	232
METALPLAST Czestochowa	3 078	3 016
RONIS-DOM Ltd	672	666
SECURIDEV-TCHEQUIE	292	232
TITAN d.d.	9 426	11 110
SECURIDEV ROMANIA	38	—

3 – Analyse du risque de taux et de change

La totalité des emprunts est à taux variable (Euribor). Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact de (50) K€ sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2010, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS-DOM Ltd.

4 – Perspectives d'avenir

Le Groupe va, d'une part essayer de maintenir ses marges au niveau actuel avec un chiffre d'affaires qui devrait être équivalent à celui de 2009, et d'autre part poursuivre les mesures d'adaptation des coûts au niveau actuel d'activité.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Président Directeur Général
Henri Morel
 Un Administrateur
Thierry Chevallier

TABLEAU DES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en €)

Nature des indications	2005	2006	2007	2008	2009
1 Capital en fin d'exercice					
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 604 474	2 604 474	2 604 474	2 604 474	2 443 952
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
• par conversion d'obligation					
• par exercice de droits de souscription					
2 Chiffre d'affaires	1 385 651	1 272 644	1 351 964	1 156 970	1 127 406
3 Opérations & résultats de l'exercice					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	670 475	854 383	8 701 864	8 533 009	10 730 529
Impôt sur les bénéfices	-485 570	-455 030	95 773	591 226	486 667
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	-681 619	-5 752 309	8 512 018	7 934 106	10 209 807
Résultat distribué	990 000	1 093 879	2 083 579	1 955 161	
4 Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux provisions et amortissements	0,44	0,68	3,27	3,05	4,19
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	-0,26	-2,21	3,27	3,05	4,18
Dividende attribué à chaque action	0,38	0,42	0,80	0,80	
5 Personnel					
Effectif moyen des salariés employés	4	5	5	3	2
Montant de la masse salariale de l'exercice	457 454	541 341	622 070	364 851	249 062
Montant des sommes versées au titre des cotisations et avantages sociaux	125 390	152 754	173 678	93 798	11 695

2. Comptes annuels

1 Bilan annuel au 31 décembre 2009	13
2 Compte de résultat annuel au 31 décembre 2009	13
3 Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2009	14
4 Tableau des filiales et participations	20

1. BILAN ANNUEL AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF

	31/12/09 En K€	31/12/08 En K€	31/12/07 En K€
Immobilisations Incorporelles	10	—	—
Immobilisations Corporelles & Informatiques	16	23	2
Immobilisations Financières	71 887	73 532	72 112
TOTAL de l'Actif Immobilisé	71 913	73 555	72 114
Créances Clients & Comptes Rattachés	446	590	473
Créances Diverses	2 803	1 364	2 635
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	14 909	11 547	8 649
Charges Constatées d'Avance	38	115	218
TOTAL de l'Actif Circulant	18 196	13 616	11 974
TOTAL DE L'ACTIF	90 109	87 171	84 089

PASSIF

	31/12/09 En K€	31/12/08 En K€	31/12/07 En K€
Capital	36 659	39 067	39 067
Primes d'Émissions, Fusion, Apports	1 570	1 593	1 593
Réserves	13 977	7 999	1 570
Résultat	10 210	7 934	8 512
Capitaux Propres	62 416	56 593	50 742
Provisions pour Risques et Charges	—	—	350
Dettes Financières	6 623	9 107	11 484
Dettes Fournisseurs & Comptes Rattachés	988	505	328
Dettes diverses	20 082	20 966	21 185
Dettes	27 693	30 578	32 997
TOTAL DU PASSIF	90 109	87 171	84 089

2. COMPTE DE RESULTAT ANNUEL AU 31 DÉCEMBRE 2009

	31/12/09 En K€	31/12/08 En K€	31/12/07 En K€
Chiffre d'affaires Net	1 127	1 157	1 352
Autres produits d'exploitation	26	31	43
Reprises sur Provisions et transferts de charges	—	213	—
Produits d'Exploitation	1 153	1 401	1 395
Charges externes	-1 642	-1 174	-939
Impôts, Taxes & Assimilés	-23	-31	-26
Frais de Personnel	-261	-459	-796
Dotations aux Amortissements	-6	-4	-10
Autres charges	-13	-4	-1
Charges d'exploitation	-1 945	-1 672	-1 772
RESULTAT EXPLOITATION	-792	-271	-377
RESULTAT FINANCIER	11 488	9 119	9 327
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	10 696	8 848	8 949
RESULTAT EXCEPTIONNEL	—	-323	-342
Impôt Société	-486	-591	-96
RESULTAT NET	10 210	7 934	8 512

3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2009

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2009 dont le total est de 90 109 K€ et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le résultat est de 10 210 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrale des comptes annuels.

Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles comptables d'établissement ou de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Sauf indications contraires, les montants ci après sont indiqués en milliers d'Euros (K€).

Éléments	Durée	Amortissement fiscal
Matériel informatique neuf	3 ans	L
Matériel outillage	3 à 8 ans	L

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissement dérogatoire.

Leasings, locations longue durée ou financière

Aucun bien utilisé par l'entreprise par ces moyens de financement n'est immobilisé.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût historique d'acquisition. Lorsque la valeur recouvrable des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

La valeur recouvrable est estimée d'après une approche multicritère prenant en compte la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

Sauf exception dûment justifiée, toutes créances échues

Immobilisations incorporelles

Les droits et concessions de brevets et licences acquis sont comptabilisés dans ce poste. L'amortissement est effectué sur la durée de protection juridique. Les frais d'enregistrement des marques déposées y sont aussi inscrits sans qu'ils fassent l'objet d'amortissement.

En dehors des situations exceptionnelles et significatives, les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge au cours de l'exercice dans lequel elles sont supportées. Lorsqu'elles sont immobilisées, avec le cas échéant les frais de dépôt de brevets, elles sont amorties sur trois ans à compter du début de commercialisation ou d'utilisation. Si les conditions d'inscription à l'actif cessent d'être réunies, elles font l'objet de provisions.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant la durée d'utilisation prévue.

Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

depuis plus de 12 mois sont intégralement dépréciées, celles de plus de six mois étant au moins provisionnées à 50%.

Créances et dettes diverses

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable des créances est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont ajustées en fonction des cours de clôture en contrepartie des comptes de régularisation actifs ou passifs.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet

2. Comptes annuels

mais dont la réalisation est incertaine et que, des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges.

Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance résultent du principe d'indépendance des exercices qui impliquent de soustraire les charges comptabilisées dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été reçue et les produits dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été exécutée par la société

Engagements de retraite

La méthode retenue pour l'évaluation est la méthode prospective avec un taux d'actualisation de 4,64 %, une inflation de 1,5 % et une progression des salaires hors inflation due aux promotions de 1,0%. Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées en tenant compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence lors du départ à la retraite et du salaire probable en fin de carrière. Les hypothèses principales retenues sont que les départs se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non cadres.

Note sur les états comptables

I - Faits marquants de l'exercice

SECURIDEV, suite au programme de rachat de ses propres titres, a procédé à la réduction de son capital à hauteur des 160 522 titres rachetés, soit 2 408 K€.

Au 31 décembre 2008, 132 014 titres avaient été rachetés pour une valeur de 2 018 K€ et les 28 508 titres acquis en 2009 l'ont été pour 414 K€ leur conférant une valeur moyenne de 15,15 €. Les réserves ont été réduites de 24 K€. De plus, SECURIDEV s'est engagée, suite à l'assemblée générale du 5 novembre 2009, dans un nouveau programme de rachat de ses propres titres, dans la limite de 10% de son capital. Au 31 décembre 2009, aucune action n'a été rachetée.

Enfin, une filiale de commercialisation a été créée en Roumanie avec un capital de 50 K€.

II - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations incorporelles et corporelles

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Incorporelles	58	11	0	69
Corporelles	45	0	0	45
Total brut	103	11	0	114
Amortissements & provisions	81	6	0	87
Net	22			27

Immobilisations financières

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Participations	102 744	52	0	102 796
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts et autres immo. financières	2 162	400	2 097	465
Total	104 907	452	2 097	103 261
Provisions	31 375		0	31 375
Net	73 532			71 886

Cet engagement n'est pas comptabilisé en provision mais figure en engagement hors bilan.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Intégration fiscale

La société est mère d'intégration fiscale. Comme le prévoit la convention d'intégration fiscale, la quote-part de la filiale à la charge du Groupe est calculée comme si la société n'était pas intégrée.

Consolidation

Suite à la réduction de capital effectué au cours de l'exercice (cf. Faits marquants), la société est désormais détenue à 61% par la société S.F.P.I., dont le siège social est 20, rue de l'Arc de Triomphe 75017 Paris, et y est consolidée par intégration globale.

2. Comptes annuels

L'augmentation des titres est liée à la création de la filiale Roumaine.

L'augmentation des immobilisations financières correspond à un prêt accordé à la filiale slovène TITAN.

La réduction des immobilisations financières correspond d'une part aux titres d'autocontrôles ayant permis la réduction de capital, et d'autre part au remboursement partiel du prêt METALPLAST.

III - Capitaux propres

Le capital de 36 659 280 € est divisé en 2 443 952 actions libérées.

	Solde précédent	Variation capital	Variation provision réglementée et subvention d'investissement	Affectation du résultat	Clôture
Capital social	39 067	-2 408		0	36 659
Prime d'émission ou apport	1 593	-24		0	1 570
Réserve légale	3 476	0		431	3 907
Report à nouveau	4 523	0		5 547	10 070
Résultat de l'exercice précédent	7 934	0		-7 934	0
Résultat de l'exercice					10 210
Dividendes				1 955	
Capitaux propres	56 593	0	0	0	62 416

IV - Emprunts et dettes financières

Ces dettes se répartissent comme suit :

Etablissements de Crédit	< 1 an	>1 an <5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts bancaires	2 390	4 210	0	6 600
Intérêts courus	22	0	0	22
Crédits Spots	0	0	0	0
Découverts	1	0	0	1
Total	2 413	4 210	0	6 623

Aucun nouvel emprunt n'a été conclu au cours de l'exercice. La totalité des emprunts a un taux d'intérêt variable basé sur l'Euribor. La trésorerie positive de 14 909 K€ est placée à hauteur de 12 744 K€ en SICAV et à hauteur de 2 110 K€ en dépôts à terme rémunérés sans risques. Les SICAV font l'objet d'une opération de cession / rachat à la fin de l'exercice. Elles sont de ce fait valorisées au cours de clôture de l'exercice.

V - Créances et dettes

Créances	31/12/2009	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	446	446	0	
Personnel et comptes rattachés	0	0	0	
Sécurité sociale, organismes sociaux	3	3	0	
État – Impôts sur les bénéfices	1 791	1 791	0	
État – TVA	73	73	0	
Groupe & associés	978	933	45	
Autres créances	2	2	0	
Charges constatées d'avance	51	51	0	
Total	3 301	3 256	45	

En dehors des créances relatives au solde d'impôt à recevoir des filiales soit 42 K€, dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était prêteuse, intérêts courus inclus, de : 667 K€ à CR SERRATURE, 45 K€ à SECURIDEV Pologne, et 118 K€ à RONIS-DOM Ltd.

2. Comptes annuels

Dettes	31/12/2009	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs, comptes rattachés	988	988	0	
Personnel, comptes rattachés	26	26	0	
Sécurité sociale, organismes sociaux	13	13	0	
État – Impôt sur les bénéfices	735	0	735	
État – TVA	97	97	0	
État – Autres	9	9	0	
Groupe & associés	19 201	19 201	0	
Autres dettes	0	0	0	
Produits constatés d'avance	1	1	0	
Total	21 070	20 335	735	

Dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était emprunteuse à ses filiales, intérêts courus inclus, de : 1 040 K€ à DENY, 1 854 K€ à METALUX, 27 K€ à SECURIDEV TCHEQUIE, 518 K€ à EURO-ELZETT, 110 K€ à DOM France, 58 K€ à TSS RONIS DIFFUSION, 516 K€ à DOM Participations, 27 K€ à TITAN, 1 169 K€ à RONIS, 586 K€ à DOM Suisse, et 12 817 K€ à DOM Allemagne. La forme juridique transparente de DOM Allemagne en tant que « GmbH & Co KG » combinée à ses statuts prévoyant une mise en réserve maximale de 5 % de son résultat permettra, dès l'approbation des comptes, d'attribuer automatiquement à SECURIDEV au moins 95 % de son résultat social 2009 soit, 6 046 K€.

La somme de 19 201 K€ due au Groupe est à comparer globalement :

- aux 936 K€ prêtés au Groupe ;
- aux 14 854 K€ placés pour compte en valeurs mobilières ;
et à l'attribution du résultat social 2009 de DOM Allemagne à venir.

Les créances et dettes vis-à-vis des sociétés du Groupe se répartissent comme suit :

Prêts au Groupe	455	
Créances clients	445	
Autres créances	978	dont 42 au titre de l'impôt société
Dettes fournisseurs	110	
Autres dettes	19 200	dont 469 au titre de l'impôt société

VI - Provisions sur créances

La provision, dont le montant n'a pas varié au cours de l'exercice, concerne le compte courant de l'ancienne filiale SECURIDEV Pologne, actuellement en liquidation. La reprise neutralise la cession pour 1€ de cette créance non recouvrable.

VII - Répartition des charges à payer dans les postes de bilan

Le détail de ce poste est le suivant :

Emprunts	22
Fournisseurs	776
Social-fiscal	34

VIII - Charges et/ou produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avances correspondent essentiellement à des charges 2010 comptabilisées en 2009.

2. Comptes annuels

IX - Chiffre d'affaires

La totalité du chiffre d'affaires est constituée de remboursements de débours mutualisés par SECURIDEV pour le compte de ses filiales, ainsi que de refacturations de frais de personnel.

Ventilation par zone géographique :

National	472
Union Européenne	655
Autres Pays	0

Ventilation par activité :

	Total	Dont Groupe
Prestations de service & Re-facturation de frais	1 127	1 127
Total	1 127	1 127

X - Résultat financier

Dividendes	11 783
Produit des placements	92
Intérêts nets des comptes courants	-146
Résultat de change	0
Intérêts de la dette	-241
Total	11 488

La provenance des dividendes et revenus de participations est indiqué dans le tableau des filiales et participations. Le revenu de participation dans la société transparente DOM Allemagne n'inclut pas l'exercice 2009 que son assemblée approuvera prochainement.

XI - Résultat exceptionnel

Néant

XII - Autres informations

Les opérations réalisées avec les sociétés du Groupe ont donné lieu aux enregistrements suivants :

Re-facturation de frais & personnel	1 127
Produits d'exploitation	1 127
Charges externes des filiales de SECURIDEV	844
Charges externes des sociétés liées à S.F.P.I.	39
Charges externes de la holding S.F.P.I.	14
Charges d'exploitation	897
Produits financiers	22
Dividendes	11 783
Charges financières	-112

Les charges externes sont principalement constituées, à hauteur de 657 K€, par des charges en provenance de DOM Gmbh & Co KG, au titre d'un projet européen de recherche et développement. Des que la commercialisation du produit sera effective, une redevance sera mise en place.

XIII - Fiscalité, ventilation de l'impôt

	Brut	Retraitement	Total	Base imposable		
				à +33 %	à +19 % +1,5 %	Impôt société
Résultat d'exploitation	-792	-1	-793	-793	0	-264
Résultat financier	11 488	-11 592	-104	-104	0	-35
Résultat exceptionnel						
IS DOM KG (1)						852
Intégration fiscale						-66
Impôt société total						487

(1) La société DOM Allemagne est une société transparente. Sa société mère, SECURIDEV, est redevable de l'impôt sur les sociétés allemand qui n'est pas comptabilisé dans la filiale. SECURIDEV constate la charge de l'impôt concomitamment à l'enregistrement du revenu de sa participation.

Le résultat d'intégration fiscale provient des retraitements d'amortissements liés aux cessions intragroupes, des annulations de quote-part de frais et charges sur dividendes internes au Groupe et de l'ajustement de la contribution complémentaire de 3,3 % au niveau du Groupe.

XIV - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Les charges définitivement non déductibles enregistrées dans l'exercice ont été de 2 K€. Il n'y a pas de charges non déductibles temporairement pouvant avoir un effet sur l'impôt dans le futur.

Aucune somme significative n'a d'incidence sur la dette future d'impôt.

XV - Engagements hors bilan

Nantissements et/ou hypothèques	6 600
Indemnités de départ en retraite	17

Les nantissements et/ou hypothèques sont donnés en garantie des emprunts d'acquisition des titres DOM Allemagne et METALPLAST.

L'engagement au droit à la formation représentant 150 heures cumulées est non significatif.

XVI - Avances et rémunérations aux dirigeants

Conformément à l'Article L. 225-43 du code de commerce, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

XVII - Effectifs moyens de l'entreprise

	Salariés	Intérimaires	Mises à disposition	Total
Cadres	2	0	0	2

Au 31 décembre 2009, l'effectif de l'entreprise était de 3 personnes.

XVIII - Évènements post-clôture

Aucun événement d'importance significative n'a eu lieu postérieurement au 31 décembre.

4. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2009 Article L. 233-1 du Code de commerce (en K€)

Sociétés	Capital	Réserves, report à nouveau avant résultat	Quote part du capital détenu (en %)	Valeur comptable brute des titres détenus	Provisions	Prêts et avances accordés non remboursés	Prêts et avances reçus non remboursés	Dividendes encaissés en 2009 hors avoir fiscal	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
Participations supérieures ou égales à 50 % France										
METALUX SAS – ST DIZIER Siren : 572 020 394	1 300	2 460	99,79 %	4 049	—	—	1 855	1 000	587	10 492
DENY FONTAINE SAS – ST BLIMONT Siren : 552 105 603	414	9 265	99,59 %	25 530	—	—	1 040	1 500	2 313	21 670
RONIS SAS – SANCOINS Siren : 345 004 147	1 575	3 976	99,99 %	34 620	28 149	—	1 169	—	-1 173	13 689
PICARD-SERRURES SAS FEUJÛIÈRES EN VIMEU Siren : 341 148 823	1 015	2 138	100,00 %	2 894	—	2	—	300	610	11 067
DOM PARTICIPATIONS SAS – PARIS Siren : 485 054 860	2 237	-716	100,00 %	2 320	—	—	515	369	1 154	387
Participations supérieures ou égales à 50 % Étrangers										
DOM KG Brühl – ALLEMAGNE	2 503	6 031	100,00 %	17 157	—	—	12 817	7 967	6 046	55 460
C.R. SERRATURE SA Turin – ITALIE	1 144	582	100,00 %	5 057	2 860	667	—	—	-563	4 736
DOM AG Altendorf – SUISSE	674	674	100,00 %	1 451	—	—	586	157	64	3 129
EURO-ELZETT SA Sopron – HONGRIE	1 016	3 612	100,00 %	3 877	—	—	517	489	44	6 660
RONIS-DOM Ltd Wolverhampton – UK	34	680	100,00 %	963	315	118	—	—	-42	2 980
ELZETT FEK SA 100 % Sopron – HONGRIE	1 741	320	50,00 %	778	51	—	—	—	3	8 266
METALPLAST SA Czeszochowa – POLOGNE	266	2 787	100,00 %	2 104	—	95	—	—	255	4 956
SECURIDEV TCHEQUIE SA Prague – TCHEQUIE	4	254	100,00 %	3	—	—	27	—	34	1 070
SECURIDEV ROMANIA SRL Prahova – ROUMANIE	50	—	100,00 %	50	—	—	—	—	-12	45
TITAN SA Kamnik – SLOVENIE	6 496	4 585	70,51 %	1 914	—	360	26	—	-1 655	11 951
SECU BETEILIGUNGS Gmbh Brühl – ALLEMAGNE	25	25	100,00 %	25	—	—	—	—	—	—

3. Comptes consolidés

1 Bilan consolidé au 31 décembre 2009	23
2 Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2009	24
3 État du resultat global au 31 décembre 2009	25
4 Tableau de flux consolidé	26
5 Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009	27

1. BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF

	31/12/09 En K€	31/12/08 En K€	31/12/07 En K€
Goodwill (Note 1)	30 908	32 278	32 962
Immobilisations Incorporelles (Note 2)	660	673	570
Immobilisations Corporelles (Note 3)	26 544	29 877	34 485
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (Note 4)	1 032	1 052	1 089
Autres actifs financiers non courants (Note 6.1)	1 512	1 539	1 351
Impôt différé actif (Note 11)	8 033	7 045	6 535
Total Actifs non courants	68 689	72 464	76 992
Actifs destinés à être cédés (Note 6.2)	0	76	0
Stocks et En-cours (Note 5)	25 174	27 637	27 924
Créances Clients & Comptes Rattachés (Note 6.3)	25 186	29 819	33 190
Autres actifs financiers courants (Note 6.4)	3 929	4 028	3 259
Trésorerie et équivalent de trésorerie (Note 6.5)	19 643	16 519	11 766
Total Actifs courants	73 932	78 003	76 139
TOTAL DE L'ACTIF	142 621	150 543	153 131

PASSIF

	31/12/09 En K€	31/12/08 En K€	31/12/07 En K€
Capital	36 659	39 067	39 067
Réserves Consolidées/Part du Groupe	28 984	19 047	11 473
Etats des profits et pertes actuariels de l'exercice	303	1 218	1 034
Résultat/Part du Groupe	1 988	9 038	11 242
Capitaux propres Part Groupe (Note 7)	67 934	68 370	62 816
Intérêts Minoritaires	1 529	2 209	2 638
Capitaux propres de l'ensemble consolidé (Note 7)	69 463	70 579	65 454
Provisions non courantes (Note 8)	26 268	26 041	26 083
Dettes financières à long terme (Note 9)	6 758	9 134	12 441
Impôt différé passif (Note 11)	3 633	4 034	4 110
Total Passifs non courants	36 659	39 209	42 634
Passifs des activités destinées à être cédées	0	0	0
Provisions courantes (Note 8)	3 099	3 231	2 315
Dettes Financières à court terme (Note 9)	3 928	3 887	4 317
Dettes Fournisseurs (Note 10)	10 738	13 674	15 393
Autres passifs financiers (Note 10)	18 734	19 963	23 018
Total Passifs courants	36 499	40 755	45 043
TOTAL du PASSIF	142 621	150 543	153 131

2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2009

Normes IFRS	31/12/09 En K€	31/12/08 En K€	31/12/07 En K€
Chiffre d'affaires net (Note 13)	139 780	163 417	160 923
Production stockée	-444	-31	-599
Achats consommés y compris sous-traitance	-36 390	-48 587	-49 066
Marge Brute (Note 13)	102 946	114 799	111 258
% de production	73,9 %	70,2 %	69,4 %
Autres produits d'exploitation et subvention	1 224	1 001	1 448
Dotations nettes aux provisions (Note 14b)	-195	-2 087	544
Charges externes	-23 426	-24 712	-23 638
Impôts, taxes & assimilés	-1 562	-1 986	-2 363
Frais de personnel	-59 332	-61 865	-61 662
Dotations aux amortissements (Note 14a)	-6 637	-7 151	-7 012
Autres charges	-3 435	-1 158	-1 540
Participation des salariés et intéressement	-628	-788	-704
Résultat opérationnel courant	8 955	16 053	16 331
% du chiffre d'affaires	6,4 %	9,8 %	10,1 %
Coût des restructurations	-2 122	-459	-999
Cession immobilière	76	306	606
Autres produits et charges non récurrents	32	—	-341
Variation des pertes de valeur et dépréciation des goodwill (Note 14c)	-3 360	-2 652	602
Résultat opérationnel	3 581	13 248	16 199
% du chiffre d'affaires	2,6 %	8,1 %	10,1 %
Résultat financier (Note 15)	-195	-516	-872
Résultat des activités destinées à être cédées	—	—	—
Résultat avant impôt	3 386	12 732	15 327
Impôt Société (Note 16)	-2 128	-4 182	-4 121
Résultat mis en équivalence	58	79	108
Résultat net des entreprises consolidées	1 316	8 629	11 314
% du chiffre d'affaires	0,9%	5,3 %	7,0 %
- Part des minoritaires	-672	-409	71
- Part de la société mère	1 988	9 038	11 242
- Résultat net par action (hors Autocontrôle) en euros (Note 17)	0,81	3,66	4,32

3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2009

	31/12/09 En K€	31/12/08 En K€	31/12/07 En K€
Résultat net de l'exercice	1 316	8 629	11 314
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts) :			
Ecarts de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	-60	-740	22
Autres	5	1 342	1 925
Résultat global total	1 261	9 231	13 261
Attribuable aux :			
- porteurs de capitaux de la société mère	1 933	9 656	13 012
- intérêts minoritaires	-672	-425	249

4. TABLEAU DE FLUX CONSOLIDÉ

		2009 En K€	2008 En K€	2007 En K€
Résultat avant impôt	(*)	3 386	12 733	15 520
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie</i>				
- Dotations aux amortissements d'exploitation	(*)	6 637	7 151	7 012
- Variation des provisions d'exploitation et financière	(*)	305	1 823	-240
- Variation des provisions pour perte de valeur	(*)	3 360	2 652	-795
- Plus ou moins values de cession	(*)	-88	-465	-1 969
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>				
- Variation des stocks et encours		2 874	-67	-2 313
- Variation des clients		4 521	3 457	-2 134
- Variation des fournisseurs		-2 783	-1 848	600
- Variation des autres créances et dettes		-1 333	-3 480	2 007
Flux de trésorerie provenant des activités		16 879	21 956	17 688
Impôts sur le résultat	(*)	-3 705	-4 642	-3 703
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		13 174	17 314	13 985
<i>Autres flux de trésorerie</i>				
Cessions d'immobilisations		362	1 205	5 451
Acquisition des titres consolidés			-4	
<i>Trésorerie provenant des sociétés acquises</i>				
<i>Incidence des variations de périmètre</i>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-5 351	-5 946	-5 098
Acquisitions d'immobilisations financières				-338
Variation des dettes sur immobilisations		-153	129	109
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		-5 142	-4 616	124
<i>Autres flux de trésorerie</i>				
Augmentation des crédits-baux et locations financières		334		365
Augmentation des dettes auprès des établissements de crédit		725		
Augmentation des autres dettes financières		14		309
Remboursement des crédits-baux et locations financières		-119	-397	-464
Remboursement des dettes auprès des établissements de crédit		-3 003	-2 952	-8 808
Remboursement des autres dettes financières		-620	-459	-301
Rachat des titres d'auto-contrôle		-414	-2 018	
Dividendes versés par SECURIDEV		-1 955	-2 084	-1 094
Dividendes versés aux minoritaires des filiales		-7	-4	-234
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		-5 045	-7 914	-10 227
<i>Variation de trésorerie</i>				
Variation de trésorerie		2 987	4 784	3 882
Trésorerie à l'ouverture de la période (1)		16 062	11 278	7 396
Trésorerie à la clôture de la période (1)		19 049	16 062	11 278
Variation de trésorerie constatée		2 987	4 784	3 882
<i>Capacité d'autofinancement</i>				
Capacité d'autofinancement	(*)	9 895	19 252	15 825
<i>(1) La trésorerie de clôture se décompose en :</i>				
Disponibilités		4 161	4 589	2 785
Equivalents de trésorerie		15 482	11 929	8 981
<i>Trésorerie active</i>		<i>19 643</i>	<i>16 518</i>	<i>11 766</i>
Découverts et crédits spots		-594	-456	-488
<i>Trésorerie</i>		<i>19 049</i>	<i>16 062</i>	<i>11 278</i>

(*) sommes incluses dans la capacité d'autofinancement

5. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2009

Introduction

Le Groupe SECURIDEV rassemble 24 sociétés, dont la société SECURIDEV est la société mère. Il s'agit d'une société anonyme à Conseil d'Administration dont le siège social est au 20, rue de l'Arc de Triomphe – 75017 Paris. La société SECURIDEV a la nature de holding.

En date du 24 mars 2010, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe SECURIDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les comptes consolidés sont établis en euros. Sauf mention spécifique, tous les chiffres sont donnés en milliers d'euros.

Suite à la réduction de capital réalisée par SECURIDEV (cf. Faits marquants), le Groupe SECURIDEV est désormais détenu à 61 % (contre 57,3 % en 2008) par la société S.F.P.I, dont le siège social est situé 20, rue de l'Arc de Triomphe – 75017 Paris.

Faits marquants

Le Groupe SECURIDEV a connu une baisse de son chiffre d'affaires de 14,5 % au cours de l'exercice 2009.

Le forte baisse de l'activité connue au cours du premier semestre (-20,3 %) a ralenti sur la deuxième partie de l'exercice, et notamment sur le 4^e trimestre qui a subi un repli de 4,2 % par rapport au quatrième trimestre 2008.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 20 mars 2008, la Société a racheté 160 522 de ses propres actions, soit 6,16 % du capital social.

Conformément à la délégation accordée par cette Assemblée Générale, le Conseil d'Administration, dans sa séance du 24 septembre 2009, a décidé d'annuler avec effet immédiat l'ensemble des 160 522 actions auto-détenues par la Société. Cette annulation entraîne une réduction de capital d'un montant de 2 407 830 euros, portant ainsi le capital social de 39 067 110 euros à 36 659 280 euros.

Le capital est donc désormais composé de 2 443 952 actions de 15 euros.

Suite à l'Assemblée Générale du 5 novembre 2009, SECURIDEV s'est engagée dans un nouveau programme de rachat de ses propres titres dans la limite de 10 % du capital. Au 31 décembre 2009, aucun titre n'a été racheté dans le cadre de ce programme.

3. Comptes consolidés

Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues

Liste des sociétés consolidées

	Pays	Pourcentage de contrôle			N° Siren	Activité	Méthode de Consolidation
		31/12/09	31/12/08	31/12/07			
SECURIDEV	France	Société mère			378 557 474	Holding du pôle	I.G.
DENY FONTAINE	France	99,73	99,73	99,66	552 105 603	Serrurerie	I.G.
METALUX	France	99,84	99,79	99,79	572 020 394	Serrurerie	I.G.
PICARD-SERRURES	France	99,99	99,98	99,99	341 148 823	Serrurerie	I.G.
GIE SERUTOL	France	—	100,00	100	382 738 961	Serrurerie	I.G.
BROGLIE INDUSTRIE	France	—	—	99,71	331 417 295	Serrurerie	I.G.
BEUGNOT	France	—	—	99,66	323 077 628	Serrurerie	I.G.
RONIS	France	99,99	99,99	99,99	345 004 147	Serrurerie	I.G.
RONIS-DOM Ltd U.K	G.B.	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
CR SERRATURE	Italie	100,00	100,00	100,00	5988590013	Serrurerie	I.G.
ELZETT-FEK	Hongrie	50,00	50,00	50,00	/	Galvanisation	M.E.
EURO-ELZETT	Hongrie	100,00	100,00	100,00	11404006	Serrurerie	I.G.
METALPLAST	Pologne	100,00	100,00	100,00	5730003798	Serrurerie	I.G.
SECURIDEV TCHEQUIE	Rép. Tchèque	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
TITAN	Slovénie	70,51	70,51	70,51	34816712	Serrurerie	I.G.
TITAN ZAGREB	Croatie	30,00	30,00	30,00	/	Serrurerie	M.E.
TITAN BELGRADE	Serbie	49,00	49,00	—	/	Serrurerie	M.E.
EURO-TOOLS (*)	Slovénie	100,00	100,00	100,00	/	Outillage	I.G.
TSS RONIS DIFFUSION	France	100,00	100,00	100,00	348 541 798	Serrurerie	I.G.
DOM FRANCE	France	100,00	100,00	100,00	732 025 119	Serrurerie	I.G.
DOM SUISSE	Suisse	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
DOM ALLEMAGNE & Co KG	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
DOM PARTICIPATIONS	France	100,00	100,00	100,00	485 054 860	Holding	I.G.
DOM POLSKA	Pologne	100,00	100,00	99,00	9451999111	Serrurerie	I.G.
SECU BETEILIGUNGS GmbH	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
SECURIDEV ROMANIA	Roumanie	100,00	—	—	/	Serrurerie	I.G.

Abréviation I.G.: Intégration globale, I.P.: Intégration proportionnelle, M.E.: Mise en équivalence.

(*) EURO-TOOLS provient d'une filialisation de l'activité outillage de TITAN.

1. Référentiel

Les états financiers consolidés du Groupe SECURIDEV ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2009 et tels qu'adoptés dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Les méthodes comptables sont identiques à celles de l'exercice précédent à l'exception des normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne dont l'application obligatoire est aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.

Changement de présentation :

- La norme IAS 1 révisée, « Présentation des états financiers » : cet amendement applicable au 1^{er} janvier 2009 scinde l'ancien tableau de variation des capitaux propres en deux états distincts : d'une part les transactions en capital avec les actionnaires (état des variations des capitaux propres) ; d'autre part les produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres (état du résultat global).

Changement de méthode comptable :

- IFRS 8, « Secteurs opérationnels » qui remplace IAS 14 « Information sectorielle ». Cette norme définit les secteurs opérationnels du Groupe en fonction du suivi des performances par la direction générale. Cette norme a été anticipée par le Groupe depuis l'exercice clôturant le 31 décembre 2007.

Outre l'application des normes IAS 1 révisée et IFRS 8, les autres amendements de normes et interprétations en vigueur au 1^{er} janvier 2009 ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés établis au 31 décembre 2009. Il s'agit de :

- IAS 1 et IAS 32 amendées – Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation,
- IAS 23 révisée – Coûts d'emprunt
- IFRS 2 amendée – Conditions d'acquisition des droits et annulations,
- IFRS 7 amendée – Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers,
- IFRIC 11 – Actions propres et transactions intragroupe,
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation clients,
- IFRIC 14 – Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, exigences de financement minimal et leur interaction,
- Les autres amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, publiés en avril 2009.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas

obligatoire au 1^{er} janvier 2009, notamment :

- IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009),
- IAS 27 amendée – États financiers consolidés et individuels (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009),
- IAS 32 amendée relatif à la classification des droits de souscription (applicable au 1^{er} février 2010),
- IAS 39 amendée – Instruments financiers – Expositions éligibles à la comptabilité de couverture (applicable à compter du 1^{er} juillet 2009).

Ces nouveaux textes ne devraient pas avoir d'impacts significatifs sur les états financiers consolidés du Groupe.

2. Périmètre et méthode de consolidation

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, exception faite des sociétés ELZETT-FEK, TITAN ZAGREB et TITAN BELGRADE mises en équivalence. Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Méthodes comptables, erreurs et estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthode comptable sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Les états financiers affectés par un changement de méthode comptable sont modifiés pour tous les exercices présentés, comme si la nouvelle méthode avait toujours été appliquée. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience. Les changements d'estimations sont comptabilisés de manière prospective : ils affectent l'exercice sur lequel ils sont intervenus et le cas échéant, les exercices suivants.

Les principales estimations réalisées lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation et la durée d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le calcul des provisions pour avantages du personnel et des autres provisions. Les comptes

consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

3. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été appliqué cette année.

4. Changement de présentation

Pour rappel, nous vous informons que les titres TITAN ZAGREB (Note 5), les frais d'emprunts (Note 9) et les consommables (Note 13) ont été reclassés sur l'exercice 2007.

5. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les écarts résultant de cette méthode de conversion figurent au bilan dans les capitaux propres au poste «Ecart de conversion». Les écarts antérieurs ont été reclassés au sein des capitaux propres.

Les taux utilisés sont les suivants :

	CHF (Suisse)	GBP (Angleterre)	HUF (Hongrie)	ZLO (Pologne)
Taux de clôture 2009	1,48	0,89	270,42	4,10
Taux moyen 2009	1,51	0,89	279,66	4,32
Taux de clôture 2008	1,49	0,95	266,70	4,15
Taux moyen 2008	1,58	0,79	250,72	3,52
Taux de clôture 2007	1,65	0,73	253,73	3,59
Taux moyen 2007	1,64	0,69	251,53	3,78

6. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des frais de développement, les brevets et logiciels évalués. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les principales durées d'amortissement retenues pour ces immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Brevets durée de protection juridique

- Frais de développement 3 ans à compter de la commercialisation
- Autres immobilisations incorporelles 1 à 5 ans

Les frais de développement ne sont immobilisés que s'ils concernent un investissement significatif. Les coûts sont immobilisés à partir du moment notamment où le projet est techniquement faisable, son marché identifié et sa rentabilité calculée avec une fiabilité raisonnable. Les dépenses antérieures ne sont jamais recyclées. Au titre de l'exercice, aucun frais de recherche et développement n'a été immobilisé.

Les marques ou fonds de commerce générés en interne ne sont pas immobilisés. Les marques acquises au travers de rachats d'entreprise ne font pas l'objet d'une identification distincte dans la mesure où elles ne présentent pas un caractère séparable ou mesurable de façon fiable.

En effet, deux cas de figure sont envisageables :

- si la marque est vendue avec les savoir-faire technique, les outillages donnant accès au marché de remplacement et les fichiers du parc installé, la société vendeuse se trouve de fait vidée de sa substance et dans l'incapacité de poursuivre son activité. Ce schéma revient à évaluer l'entreprise globalement et non pas sa marque ;
- si, cas irréaliste, la marque est vendue sans les savoir-faire et outillage, l'acquéreur n'ayant pas accès au marché de remplacement en proposera un prix réduit sans rapport avec la perte d'image que subira la société vendeuse. Sans marché actif, ni référence à des transactions similaires, la marque n'est pas évaluable de façon fiable et la conséquence directe pour le vendeur s'avère inchiffrable.

7. Goodwill

Les goodwill sont affectés après une période de 12 mois aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur. Les actifs acquis destinés à être cédés sont minorés des coûts de la re-vente. L'écart entre le coût du regroupement (prix payé majoré des frais d'acquisition à l'exclusion des coûts de financement) et la quote-part des capitaux propres après affectation revenant à l'acquéreur constitue le goodwill.

Le goodwill n'est pas amorti, il est testé et fait l'objet éventuel d'une dépréciation irréversible en cas de perte de valeur.

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées conformément à la méthode de référence à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction d'une valeur résiduelle généralement nulle car peu importante et significative.

Les amortissements sont calculés principalement selon le mode linéaire en fonction de sa durée d'utilité. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

- | | |
|--|-----------|
| • Constructions | 20–25 ans |
| • Mobilier, agencements et matériels de bureau | 3–10 ans |
| • Matériels de production et équipements | 3–8 ans |
| • Biens d'occasion | 2–3 ans |

Les leasings sont immobilisés avec constatation en contrepartie d'une dette financière déterminée d'après les taux d'intérêt du contrat. Ils sont amortis sur les durées suivantes :

- | | |
|--------------------------|---------|
| • Constructions | 20 ans |
| • Matériel de production | 3–8 ans |

Les locations financières sont retraitées si le contrat a une durée supérieure à deux années et ne concerne pas un véhicule. Le bien est immobilisé pour la valeur actualisée des flux du contrat au taux d'intérêt de celui-ci et par défaut aux taux TEC à 10 ans de l'année majoré de 2 %. Le bien est amorti sur la durée du contrat sauf pour les locations de moins de quatre ans ne concernant pas du matériel informatique où il est alors considéré que le contrat sera renouvelé une fois.

Les installations de traitement de surface ne font pas l'objet d'une obligation légale de démantèlement entraînant la comptabilisation d'un actif à amortir.

9. Perte de valeur

Les immobilisations incorporelles, les goodwill et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation calculé au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT).

Ce test, réalisé en fin d'année lorsque les budgets sont connus, peut être anticipé si un indice de perte de valeur notoire est détecté.

La valeur nette comptable d'un actif, ou de l'UGT elle-même, est comparée à sa valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente (valeur de vente ou de marché moins coût de sortie) et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des cash-flows futurs.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré des capitaux permanents en retenant :

- 40 % d'endettement forfaitaire rémunéré au taux d'intérêt moyen de l'année du TEC à 10 ans majoré de 1 %, puis diminué de la déductibilité fiscale ;

- 60 % de fonds propres à rémunérer au taux sans risque (TEC à 10 ans) plus une prime de risque moyenne publiée majorée d'un coefficient Bêta de risque propre à chaque société variant entre 1,2 et 2,0.

Les flux futurs ont pour point de départ le budget de l'année suivante multiplié par un coefficient de probabilité égal au ratio écarté constaté sur les dix précédentes années entre les résultats d'exploitation réalisés et ceux qui avaient été budgétés.

Ces flux sont à défaut de perspectives spécifiques augmentés chaque année de l'inflation sur les quatre années suivantes. La valeur terminale de la cinquième année est obtenue en divisant le flux par le coût moyen pondéré des capitaux permanents sans minoration de l'inflation ce qui revient techniquement à considérer que les résultats s'effriteront chaque année de l'inflation.

Lorsque cela est possible, les terrains et constructions sont soustraits des actifs immobilisés, l'amortissement neutralisé et remplacé par un loyer. Cette correction revient à ne pas justifier de goodwill du fait de bâtiment totalement amorti et inversement à ne pas déprécier les terrains et constructions en dessous de leur valeur nette comptable. A cette réserve près, il est considéré que la juste valeur des actifs ne peut jamais être connue de façon fiable. En conséquence, la valeur d'utilité ainsi calculée doit couvrir le montant des actifs immobilisés et du goodwill. Toute insuffisance entraîne une dépréciation irréversible du goodwill voire, au-delà, une provision réversible sur les actifs immobilisés engagés plafonnée à leur valeur nette comptable.

10. Immeubles de placement

Les immeubles de placement, s'il en existe, sont comptabilisés selon la méthode de référence au coût historique amorti.

11. Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur coût d'acquisition.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur figurant au bilan est supérieure à la valeur d'usage.

Celle-ci est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

12. Actifs et Passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et par ses amendements.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers

La norme IAS 39 distingue quatre catégories d'actifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique résultant d'une évaluation spécifique (classement selon IFRS 7) :

- actifs financiers à la juste valeur par le résultat ;
- prêts et créances ;
- actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- actifs disponibles à la vente.

Les passifs financiers

La norme IAS 39 distingue plusieurs catégories de passifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique :

- passifs financiers évalués à leur juste valeur ;
- autres passifs financiers non détenus à des fins de transactions. Ils sont évalués au coût amorti.

13. Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées selon la règle du FIFO et, par défaut, au dernier coût d'achat, ce qui, compte tenu de la rotation rapide de ces stocks est proche d'une valorisation de type « premier entré - premier sorti ». Les produits finis et les encours de productions sont évalués à leur coût de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Par ailleurs, une probabilité d'utilisation des stocks est déterminée d'après le taux de rotation des articles créés depuis plus d'un an. Lorsque la valeur nette probable de réalisation est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

14. Créances

Les créances sont retenues à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

15. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers est constatée et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente.

16. Emprunts auprès des établissements de crédit

Conformément à IAS 39, les frais relatifs aux emprunts sont comptabilisés en diminution des emprunts et étalés sur la durée de remboursement.

17. Engagements de retraite, médailles du travail

Ils sont comptabilisés en provisions non courantes.

Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail sont évaluées selon une méthode prospective actualisée. Les hypothèses principales retenues sont que les départs en retraite se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non-cadres. Les pensions de retraite complémentaire du personnel de DOM Allemagne sont aussi évaluées selon la même méthode prospective actualisée.

La provision tient compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence aux dates de réalisation des événements générateurs de paiements. Le taux actuariel retenu est de 4,64 % avec symétriquement la prise en compte, variable par pays, de l'inflation (1,5 % environ) et d'une progression des salaires due aux promotions hors inflation (1,0 % environ).

Les écarts actuariels générés par des changements d'hypothèses sont comptabilisés directement dans les capitaux propres sur la ligne « Etat des profits et pertes actuariels de l'exercice ».

18. Conversion des opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences sont portées dans les comptes d'écart de conversion.

Les écarts d'évaluation et les goodwill dégagés lors de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en monnaie étrangère et convertis par la suite au cours de clôture.

19. Impôt société

Le montant des impôts effectivement dû à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation, ainsi que sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales. L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant au déficit reportable, sur les impôts différés passifs, est constaté dès lors que la probabilité de la réalisation de résultats futurs bénéficiaires est établie dans l'entité fiscale concernée.

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

À la suite du changement fiscal mentionné ci-dessus, le Groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt

en France au regard des normes IFRS, en tenant compte des derniers éléments d'analyse disponibles sur le traitement comptable des impôts et taxes, et notamment ceux fournis par l'IFRIC.

Le Groupe a considéré que le changement fiscal mentionné ci-dessus conduisait en réalité à remplacer la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions de nature différentes :

- la CFE dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importants avec la taxe professionnelle et sera donc comptabilisée en 2010 comme cette dernière en charges opérationnelles ;
- la CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables »).

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/12/2009 des impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de l'exercice, la loi de finances ayant été votée en 2009. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « impôt sur le résultat ».

En outre à compter de l'exercice 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE sera présentée sur cette même ligne.

20. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté au moment du transfert de propriété, sauf décalage imposé par le client. Compte tenu de l'activité, aucun chiffre d'affaires à l'avancement n'est comptabilisé.

21. Distinction entre résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Les coûts de restructuration sont présentés sur une ligne distincte, tout comme les autres produits et charges significatifs à caractère non récurrent et les cessions d'actif. De même, l'incidence de la comparaison entre les valeurs comptables nettes des actifs des sociétés et leur valeur recouvrable est comptabilisée séparément sur une ligne « variation des pertes de valeur » intégrant les dépréciations irréversibles des écarts d'acquisition ainsi que les variations de provisions sur actifs immobilisés.

22. Effet de variations de périmètre

Aucune variation significative de périmètre n'a été constatée sur l'exercice 2009. Une société a été créée en Roumanie au cours de l'exercice.

23. Secteurs opérationnels

Les activités du Groupe se partagent entre l'activité destinée à la vente aux professionnels, celle destinée à la vente au grand public, et l'activité « holding ».

24. Tableau de flux de trésorerie

Ce tableau est conçu de manière à faire ressortir les flux opérationnels, les flux d'investissements et les flux de capitaux retraités de toutes les opérations internes au Groupe.

3. Comptes consolidés

Notes annexes aux états financiers consolidés

Sauf indication contraire, les chiffres ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1 - Goodwill

Conformément aux dispositions réglementaires, les goodwill représentent la différence entre :

- Le coût des titres de participation augmenté des frais d'acquisition ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc des écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les valeurs des goodwill actifs au 31 décembre 2009 sont les suivantes :

	Valeurs brutes 31/12/09	Dépréciation 31/12/09	Valeurs nettes 31/12/09	Valeurs nettes 31/12/08	Valeurs nettes 31/12/07
RONIS	27 620	27 620	—	—	—
BROGLIE-INDUSTRIE	—	—	—	—	18
TSS RONIS DIFFUSION	37	37	—	—	—
PICARD-SERRURES	7 525	2 588	4 937	6 307	6 634
METALUX	2 529	2 529	0	0	0
DENY FONTAINE	27 814	10 796	17 018	17 018	17 030
C.R. SERRATURE	2 814	2 814	—	0	0
BEUGNOT	1 248	—	1 248	1 248	1 248
METALPLAST	682	682	—	0	0
TITAN	947	947	—	0	327
DOM Pologne	10	10	—	0	0
DOM	7 705	—	7 705	7 705	7 705
Total	78 931	48 023	30 908	32 278	32 962

Les dépréciations de goodwill comptabilisées sur l'exercice 2009 s'élèvent à 1 370 K€ (cf. Note 14c/).

Note 2 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Frais de recherche & développement	690	679	679
Brevets, licences, marques	6 143	6 244	6 470
Autres immobilisations incorporelles	1 296	1 240	1 126
Immobilisations incorporelles en cours et avances	318	292	15
Total consolidé	8 447	8 455	8 290

La répartition des amortissements est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Frais de recherche & développement	679	679	679
Brevets, licences, marques	5 912	5 988	6 067
Autres immobilisations incorporelles	1 196	1 115	974
Total consolidé	7 787	7 782	7 720
Net	660	673	570

3. Comptes consolidés

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Branche Grand Public	124	237	172
Branche Professionnelle	536	436	398
Total consolidé	660	673	570

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
France	123	133	289
Étranger hors Allemagne	109	241	181
Allemagne	428	299	100
Total consolidé	660	673	570

Le montant des frais de recherche comptabilisés en charge au cours de l'exercice 2009, en incluant les coûts salariaux, s'élève à 2,7 M€.

Note 3 - Immobilisations corporelles

Après incorporation des locations financières, la ventilation des immobilisations corporelles se présente ainsi.

La répartition des valeurs brutes est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Terrains et Aménagements	6 344	6 425	7 014
Terrains en crédit-bail	21	21	21
Constructions hors immeubles de placement	33 879	33 814	34 400
Constructions en crédit-bail	1 748	1 748	1 748
Installations techniques, matériel industriel	104 094	100 975	101 920
Matériel & outillage en crédit-bail	2 753	2 293	2 293
Autres Immobilisations	14 953	14 265	14 156
Immobilisations corporelles en cours et avances	1 622	2 156	1 169
Total consolidé	165 414	161 697	162 721

La répartition des amortissements, incluant les provisions sur actifs dues aux tests de valeur, est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Terrains et aménagements	596	597	572
Constructions	25 269	24 528	24 404
Constructions en crédit-bail	865	786	738
Tests de perte de valeur	4 915	2 925	945
Installations et Matériel	93 443	89 822	88 794
Matériel & outillage en crédit-bail	2 159	1 963	1 756
Autres Immobilisations	11 623	11 199	11 027
Total consolidé	138 870	131 820	128 236
Net	26 544	29 877	34 485

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Branche Grand Public	5 482	6 801	9 780
Branche Professionnelle	21 055	23 047	24 705
Autres	7	29	
Total consolidé	26 544	29 877	34 485

3. Comptes consolidés

Les investissements se répartissent ainsi :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Branche Grand Public	2 487	2 749	1 976
Branche Professionnelle	2 556	2 646	2 786
Investissement consolidé	5 043	5 395	4 762

Les investissements corporels financés en crédit-bail et locations financières au cours de l'exercice 2009 s'élèvent à 706 K€. Ceux-ci, inclus aux chiffres présentés ci-dessus, s'étaient élevés à 365 K€ en 2007, et 0 K€ en 2008.

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
France	5 900	6 502	5 971
Étranger hors Allemagne	3 461	4 729	8 255
Allemagne	17 183	18 646	20 259
Total consolidé	26 544	29 877	34 485

Note 4 – Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Ils correspondent aux sociétés TITAN ZAGREB (253 K€), TITAN BELGRADE (-5 K€) et ELZETT-FEK (784 K€).

Leurs données bilancielle, chiffres d'affaires et résultats, avant retraitement de consolidation, pour une détention à 100 %, sont :

	ELZETT-FEK			TITAN ZAGREB			BELGRADE		
	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Total des Actifs	6 261	5 462	9 005	1 139	1 315	1 315	133		
Situation nette	2 064	2 099	2 193	843	864	864	8		
Chiffre d'affaires	8 266	17 847	15 272	1 950	2 425	2 425	127		N/A
Résultat net	4	13	0	127	235	235	8		

Note 5 – Stocks

La répartition des stocks est la suivante :

	31/12/09			31/12/08	31/12/07
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Matières premières	13 135	4 130	9 005	10 745	10 074
Encours de productions de biens	7 511	1 608	5 903	3 747	4 488
Produits intermédiaires et finis	7 222	852	6 370	9 055	8 951
Marchandises	4 986	1 090	3 896	4 090	4 410
Total	32 854	7 680	25 174	27 637	27 923

Note 6 - Actifs financiers - Répartition des actifs financiers par classe (IFRS 7) et par catégorie (IAS 39)

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Hors champ IAS 39	Total 31/12/09
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Évalués à la juste valeur	Évalués au coût amorti	Évalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 512		1 512
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			25 186		25 186
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 643				19 643
Autres actifs courants	4		3 386	539	3 929

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Hors champ IAS 39	Total 31/12/08
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Évalués à la juste valeur	Évalués au coût amorti	Évalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 539		1 539
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			29 819		29 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 519				16 519
Autres actifs courants	266		3 165	597	4 028

Note 6.1 - Actifs financiers non courants

Valeur nette	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Autres titres immobilisés	0	0	0
Prêts, dépôts de couverture des pensions	1 328	1 302	1 114
Autres immobilisations financières	184	237	237
Total	1 512	1 539	1 351

Ces actifs financiers non courants ont une échéance supérieure à un an.

Note 6.2 - Actifs destinés à être cédés

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Valeur Active	0	76	0
Valeur Passive	0	0	0
Solde	0	76	0

En 2008, il s'agissait d'actif immobilier en Slovénie qui a été vendu au cours du premier semestre 2009.

3. Comptes consolidés

Note 6.3 - Clients et comptes rattachés

La rubrique se présente comme suit :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Brut	27 690	32 211	35 668
Provision	-2 504	-2 392	-2 478
Net	25 186	29 819	33 190

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an.

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

	Créances clients échues à la clôture				Total	Total	Total	Total
	<30 j	1-3 mois	3-6 mois	>6 mois	créances échues	créances non échues	créances clients	créances dépréciées
Créances clients	5 896	1 576	870	203	8 545	19 145	27 690	2 504

Le Groupe SECURIDEV a recours aux assurances crédits de ses clients pour toutes les sociétés anglaises, françaises, italiennes et slovènes.

Note 6.4 - Autres actifs financiers courants

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Créances d'exploitation	3 390	3 431	2 539
Charges constatées d'avance	539	597	720
Total consolidé	3 929	4 028	3 259

Il n'y a pas de créance à plus d'un an.

Note 6.5 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

Ils se détaillent comme suit en valeur nette :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Valeurs mobilières de placement	15 482	11 929	8 981
Disponibilités	4 161	4 590	2 785
Total consolidé	19 643	16 519	11 766

Les valeurs mobilières de placement sont exclusivement constituées de certificat de dépôt auprès de banque de premier ordre, et de SICAV de trésorerie pure.

3. Comptes consolidés

Note 7 - Capitaux propres

La variation des capitaux propres consolidés s'analyse comme suit :

	Part du Groupe					Intérêts	
	Capital	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Résultat	Total	minoritaires	Total
Solde au 31/12/2007	39 067	12 176	331	11 242	62 816	2 638	65 454
Affectation du résultat		9 158		-9 158	0		0
Dividendes versés				-2 084	-2 084	-4	-2 088
Augm. / Reduc. de capital							
Actions d'autocontrôle		-2 018			-2 018		-2 018
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>		7 140		-11 242	-4 102	-4	-4 106
Profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 358	-740		618	-16	602
Résultat de la période				9 038	9 038	-409	8 629
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>		1 358	-740	9 038	9 656	-425	9 231
Solde au 31/12/2008	39 067	20 674	-409	9 038	68 370	2 209	70 579
Affectation du résultat		7 082		-7 082	0		0
Dividendes versés				-1 956	-1 956	-7	-1 963
Modification du capital	-2 408	1 995			-413		-413
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>	-2 408	9 077		-9 038	-2 369	-7	-2 376
Profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-55			-55	-1	-56
Résultat de la période				1 988	1 988	-672	1 316
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>		-55		1 988	1 933	-672	1 261
Solde au 31/12/2009	36 659	29 696	-409	1 988	67 934	1 529	69 463

La répartition des profits et pertes passés dans les capitaux propres et dans le compte de résultat est la suivante :

	Brut	Impôt	Net
Écarts actuariels sur les engagements du personnel	455	-153	302
Écarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	-60		-60
Juste valeur des instruments financiers de couverture	-258		-258
Autres	-40		-40
Autres éléments du résultat global	97	-153	-56

3. Comptes consolidés

Gestion du capital

Annulation des actions auto-détenues au 24 septembre 2009

L'Assemblée générale de SECURIDEV SA du 20 mars 2008 avait autorisé la société à procéder au rachat en bourse de ses propres actions, sur une période de 18 mois, dans la limite de 9,9 % du capital et de 30 euros maximum par action.

Conformément à la délégation accordée par cette Assemblée Générale, le Conseil d'Administration, de SECURIDEV SA, dans sa séance du 24 septembre 2009, a décidé d'annuler avec effet immédiat l'ensemble des actions auto-détenues à cette date, soit 160 522 actions, représentant 6,16 % du capital social. Cette annulation a entraîné une réduction de capital d'un montant de 2 407 830 euros, portant le capital social de 39 067 110 euros à 36 659 280 euros. Le capital est désormais composé de 2 443 952 actions de 15 euros. La différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale a été imputé sur un compte de réserve (23 K€).

Nouveau programme de rachat d'actions au 5 novembre 2009

L'Assemblée générale mixte de SECURIDEV SA du 5 novembre 2009 a autorisé la société à procéder au rachat en bourse de ses propres actions, sur une période de 18 mois, dans la limite de 10 % du capital et de 30 euros maximum par action.

Au 31 décembre 2009, la société n'a procédé à aucun achat de titres.

Note 8 - Provisions courantes et non courantes

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan consolidé ont évolué de la manière suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Indemnité de fin de carrière et Médailles du travail	4 982	5 406	5 230
Pensions DOM GmbH	19 719	19 117	19 387
Droit des représentants en Allemagne	1 567	1 518	1 466
a) Provisions non courantes	26 268	26 041	26 083
Restructuration	523	435	524
Litiges, réclamations et garanties	2 364	2 592	1 710
Divers	212	204	81
b) Provisions courantes	3 099	3 231	2 315
Total Provisions Passives	29 367	29 272	28 398

Les variations des provisions pour indemnités de fin de carrière se détaillent comme suit :

	2009	2008
Indemnité de fin de carrière en début de période	24 523	24 617
Eléments comptabilisés dans le compte de résultat		
- Coûts de services de l'exercice	802	1 050
- Coûts financiers	1 147	1 085
- Prestations versées	-1 073	-860
- Sorties de provisions des personnes ayant quitté le Groupe	-243	-148
Eléments comptabilisés dans les capitaux propres		
- Ecart actuariels	-455	-1 221
Indemnité de fin de carrière en fin de période	24 701	24 523

Note 9 - Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont des passifs enregistrés au coût amorti.
Leur répartition au 31 décembre 2009, par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et dettes	Total au 31/12/09			Total au 31/12/09	Total au 31/12/08	Total au 31/12/07
	<1an	>1 an à < 5 ans	> 5 ans			
Emprunts	2 862	5 374		8 236	10 320	13 244
Crédits-Baux et locations financières	411	1 129	178	1 718	1 306	1 703
Intérêts courus sur les emprunts	27			27	134	146
Concours bancaires courants	593			593	453	488
Auprès des établissements de crédit	3 893	6 503	178	10 574	12 213	15 581
Autres dettes financières	35	16		51	49	87
Participation		61		61	759	1 090
Auprès d'autres organismes	35	77	0	112	808	1 177
Total au 31/12/09	3 928	6 580	178			
Soit à court terme et long terme	3 928	6 758		10 686		
Total au 31/12/08					13 021	
Total au 31/12/07						16 758

Risque de liquidités :

Les emprunts et dettes financières ci-dessus sont à rapprocher des liquidités et placements au 31 décembre 2009, soit 19 643 K€ contre 16 519 K€ au 31 décembre 2008.

L'endettement financier net a donc évolué comme suit :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits	10 574	12 328	15 581
Disponibilités et autres titres placés	-19 643	-16 519	-11 766
Endettement financier net auprès des établissements de crédits	-9 069	-4 191	3 918
Autres dettes financières	112	693	1 177
Endettement financier global net	-8 957	-3 498	5 095

Il n'y a pas d'emprunts et dettes financières libellés dans des devises autres que celles de la zone de l'euro.

Le Groupe SECURIDEV dispose d'autorisation de découvert pour 7 050 K€.

Risque de taux :

La totalité des emprunts hors crédits-baux est à taux variable (Euribor).

Un intérêt complémentaire de 0,2 % peut être dû sur le principal emprunt de 6 324 K€ lorsque le ratio consolidé Dette financière nette / EBE dépasse certains paliers. Cet emprunt est remboursable de façon anticipée si le ratio consolidé Dettes financières / Fonds propres excède 0,75, ou si le ratio Dette financière nette / EBE dépasse 1,5.

Le taux d'intérêt moyen des emprunts ressort à 2,5 % en 2009 contre 5,17 % en 2008.

L'endettement relatif aux emprunts confirmés à taux variable s'élève à 8 260 K€. Une variation de +0,5 point des taux à court terme aurait eu un impact de -50 K€ sur le résultat financier du Groupe, qui passerait de -195 K€ à -245 K€, soit une dégradation de 25 % du résultat financier.

Les commissions de montage payées lors de la conclusion des emprunts sont inscrites en réduction de la dette financière. Leur montant résiduel s'élève à 36 K€.

Les autres dettes financières sont principalement constituées de divers dépôts reçus et de financements spéciaux accordés par des établissements para-financiers (assureurs).

3. Comptes consolidés

Note 10 – Dettes fournisseurs et autres passifs financiers

Les dettes fournisseurs et autres passifs financiers sont des passifs enregistrés au coût amorti.
La répartition par nature est la suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Dettes Fournisseurs	10 738	13 674	15 393
Dettes d'impôt	3 870	4 352	7 241
Dettes sur immobilisations	134	287	158
Dettes sociales et fiscales	12 103	13 068	13 013
Autres dettes	2 360	1 783	1 880
Produits constatés d'avance	267	473	726
Autres passifs financiers	18 734	19 963	23 018

Ces dettes sont toutes à moins d'un an.

Note 11 - Impôts différés

Les impôts différés actifs découlent de l'incidence :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
- des charges temporairement non déductibles	581	671	559
- des provisions sur actifs liées aux tests de perte de valeur	1 006	593	267
- des déficits fiscaux reportables	956	252	611
- des retraitements de consolidation suivants :			
• Crédits-baux et locations financières	-31	-23	-14
• Marges internes	369	402	476
• Retraites et pensions	3 575	3 530	3 472
• Ajustements aux normes Groupe des taux d'amortissement et des règles de provisions des sociétés étrangères	11 459	1 569	1 154
• Divers	118	51	10
Total	8 033	7 045	6 535

Les impôts différés passifs sont afférents, d'une part à la revalorisation des actifs de DOM Allemagne restant à amortir pour 3 607 K€ (contre 4 034 K€ au 31/12/2008), et d'autre part à la qualification en impôt sur le résultat de la CVAE (26 K€).

Note 12 - Engagements hors bilan

Ils se présentent comme suit :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Cautions reçues	93	403	154
Nantissement/hypothèques	8 654	10 977	13 473
Loyers des crédits-baux et locations financières restant à payer	1 513	1 413	1 826
Total consolidé	10 260	12 793	15 453

Il n'y a aucun effet escompté non échu au 31 décembre 2009.

Les nantissements principaux concernent les titres DOM GmbH en garantie de l'emprunt d'acquisition desdits titres (6,3 M€) et du matériel acquis par TITAN et PICARD-SERRURES.

3. Comptes consolidés

Note 13 - Chiffre d'affaires, marge, résultat opérationnel

La répartition du chiffre d'affaires selon les secteurs opérationnels est la suivante :

	Variation		31/12/09		31/12/08		31/12/07	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
Grand public	-12 894	-22,11 %	45 435	32,50 %	58 329	35,69 %	60 153	37,38 %
Professionnel	-10 743	-10,22 %	94 345	67,50 %	105 088	64,31 %	100 770	62,62 %
Total	-23 637	-14,46 %	139 780	100,00 %	163 417	100,00 %	160 923	100,00 %

L'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé par des ventes de biens, les prestations de services étant inférieures à 2 %.

Par zone géographique, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

	Variation		31/12/09		31/12/08		31/12/07	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
France	-3 777	-6,91 %	50 856	36,38 %	54 633	33,43 %	56 815	35,31 %
Allemagne	-4 353	-10,98 %	35 308	25,26 %	39 661	24,27 %	37 404	23,24 %
Étranger hors Allemagne	-15 507	-22,43 %	56 616	38,36 %	69 123	42,30 %	66 704	41,45 %
Total	-23 637	-14,46 %	139 780	100,00 %	163 417	100,00 %	160 923	100,00 %

Le compte de résultat par branche est le suivant :

	Grand Public			Professionnel			Total consolidé		
	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Chiffre d'affaires	48 639	62 567	65 130	95 823	107 135	102 876	139 780	163 417	160 923
Marge	28 694	35 247	36 473	74 504	79 752	75 133	102 946	114 800	111 259
en %	59,51 %	56,24 %	56,09 %	77,77 %	74,54 %	73,39 %	73,88 %	70,26 %	69,40 %
de production									
en % de CA	58,99 %	56,33 %	56,00 %	77,75 %	74,44 %	73,03 %	73,65 %	70,25 %	69,14 %
Résultat opérationnel courant	85	3 483	4 422	8 604	12 539	12 268	8 955	16 053	16 331
Résultat opérationnel	-3 810	763	3 978	7 125	12 455	12 930	3 581	13 249	16 199
Résultat financier	15	-20	-104	80	366	387	-195	-516	-872
Résultat net	-3 896	336	2 751	5 315	9 933	10 509	1 316	8 629	11 314

La colonne « Total consolidé » comprend les éliminations entre les deux secteurs opérationnels, ainsi que l'activité holding du Groupe.

Pour 2009, le Groupe SECURIDEV a protégé les achats en euros de sa filiale anglaise. La valorisation de cet instrument financier au 31 décembre 2009, s'élève à 4 K€ (contre 266 K€ en 2008) et est comptabilisée dans les autres créances d'exploitation (Note 6).

3. Comptes consolidés

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change. Le flux d'achat et de vente en devise sont les suivantes :

En €	\$	£	€ dans un pays hors zone €
Ventes	—	—	4 303
Achats	1 972	—	7 251
EBIT			201

Un renchérissement instantané de l'Euro de 1 % par rapport à toutes les autres monnaies européennes et au US \$ aurait une incidence négative sur le résultat opérationnel de 9 K€.

Note 14 – Amortissements, variation des provisions et perte de valeur

a) Amortissements

Les amortissements du résultat opérationnel courant, soit 6 637 K€ comprennent ceux provenant des retraitements de crédits baux pour 377 K€ ainsi que ceux afférents aux locations financières pour 50 K€.

b) Variation des Provisions

Les valeurs positives indiquent un profit ou une diminution de la provision.

	Ouverture	Dotations / Reprises en compte de résultat		Dotations / Reprises en Capitaux propres		Clôture
		Résultat courant	Résultat opérationnel non courant	Ecart de conversion	Autres (écarts actuariels)	
Provisions sur Stocks	8 091	-401		-10		7 680
Provisions sur Clients	2 392	116		-3		2 505
Provisions pour Créances	52					52
Provisions non courantes	26 041	682			-455	26 268
Provisions courantes	3 231	-202	79	-9		3 099
Total	39 807	195	79	-22	-455	39 604

c) Variation des pertes de valeur

Les pertes de valeurs au bilan (Note 3) concernant, en 2009 :

- la branche Grand Public pour 2 735 K€,
- la branche Professionnelle pour 625 K€.

Les variations de pertes de valeur se composent ainsi :

- d'une reprise de provision sur actifs engagés dans l'exploitation de 70 K€,
- d'une dotation aux provisions sur actifs engagés dans l'exploitation de 2 060 K€
- et d'un complément de provision de 1 370 K€ sur le goodwill d'une entité de la branche Grand Public.

Les calculs décrits en note 1.9 ont été effectués sur la base d'une prime de risque de 6,70 %, et d'un taux d'emprunt sans risque de 3,64 % (TEC à 10 ans). Une baisse de 1 % de ces deux taux n'aurait pas eu de conséquence sur le montant de la dotation nette sur actifs engagés à comptabiliser mais par contre n'aurait pas rendu nécessaire de dépréciation complémentaire des goodwill. Un accroissement de 1 % de ces deux taux aurait entraîné une dépréciation des goodwill de 4 370 K€, et une dotation nette aux provisions de 2 135 K€ se substituant à la dotation nette de 1 990 K€.

Une amélioration de 5 % des budgets prévisionnels aurait diminué la dépréciation de goodwill de 350 K€ mais n'aurait pas eu d'impact sur la provision pour perte de valeur sur actifs engagés.

Une détérioration de 5 % des budgets prévisionnels aurait engendré une provision pour dépréciation de goodwill complémentaire de 350 K€, mais n'aurait pas eu d'impact sur la provision pour perte de valeur sur actifs engagés.

3. Comptes consolidés

Note 15 - Résultat financier

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Intérêts et charges financières assimilés	-317	-797	-1 129
Intérêts sur crédit-bail	-78	-61	-77
Produits des placements	92	414	292
Résultat net de change	71	-11	-22
Autres charges et produits financiers	37	-61	64
Total consolidé	-195	-516	-872

Note 16 - Impôt sur les sociétés

L'impôt net consolidé se décompose ainsi :

Impôt Sociétés France	1 770
Impôt Sociétés Etranger	1 934
Impôt différé net	-1 576
Impôt net consolidé	2 128

Les mouvements du compte d'impôts différés s'analysent comme suit :

	Actif	Passif	Solde
Impôts différés au 31/12/08	7 045	4 034	3 011
Variation de la période			
<i>dont variation sur l'exercice</i>	+1 135	-441	1 576
<i>dont variation dans les capitaux propres</i>	-147	+40	-187
Impôts différés au 31/12/09	8 033	3 633	4 400

Le tableau de ventilation de l'impôt société se présente comme suit :

	France	Étranger (sociétés bénéficiaires)	Étranger (sociétés déficitaires)	Total
Résultat net	889	4 305	-3 878	1 316
Impôts sociétés + Impôts différés	1 238	1 312	-422	2 128
Crédit d'impôt	120			120
Minoration de la base (charges définitivement non déductibles)	103	-723	-46	-666
Mise en équivalence et survaleur	1 370	-60	4	1 314
Profit de cession présenté net d'impôt				
Base imposable reconstituée	3 720	4 834	-4 342	4 212
Impôt théorique (33,33 %)	1 240	1 611	-1 447	1 404
Impôts réels en %	1 238	1 312	-422	2 128
<i>(impôts sociétés + impôts différés)</i>	33,28 %	27,15 %	9,71 %	
Écart	—	-299	-1 025	

Globalement le pourcentage d'impôt société étranger (27,5 %) est inférieur à celui de la France du fait des taux d'imposition des sociétés étrangères qui varient entre 19 % et 26 %, à l'exception de l'Allemagne dont le taux d'imposition de 33 % est équivalent à celui de la France.

3. Comptes consolidés

Note 17 – Résultat par action

Le nombre d'actions retenues pour ce calcul est égal au nombre total d'actions émises duquel sont déduites les actions détenues en auto-contrôle.

La société SECURIDEV SA a effectué au cours de l'exercice une réduction de capital par annulation des actions détenues en auto-contrôle (cf Faits marquants)

Aucun instrument dilutif du capital n'a été émis par la société.

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Nombre d'actions au capital	2 443 952	2 604 474	2 604 474
Actions d'auto-contrôle	—	132 014	—
Nombre d'actions	2 443 952	2 472 460	2 604 474
Résultat net par action en €	0,81	3,66	4,32

Note 18 – Autre information sectorielle

La répartition des actifs nets totaux en fonction des branches d'activité est la suivante :

	Grand Public		Professionnel		Autres		Total	
	31/12/09	31/12/08	31/12/09	31/12/08	31/12/09	31/12/08	31/12/09	31/12/08
Total des Actifs (valeur nette)	39 224	46 697	85 490	89 641	17 907	14 205	142 621	150 543

Note 19 – Effectifs

Les effectifs moyens du Groupe SECURIDEV se ventilent de la manière suivante :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Cadres	175	181	187
Agents de maîtrise et employés	599	595	599
Ouvriers	939	1 113	1 165
Total	1 713	1 888	1 952

Les effectifs réels en fin d'année se répartissent comme suit :

	France			Étranger			Total		
	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Grand public	214	229	236	611	708	804	825	937	1 040
Professionnel	362	389	407	474	478	483	836	867	890
Total	576	618	643	1 085	1 186	1 287	1 661	1 804	1 930

3. Comptes consolidés

Note 20 - Informations relatives aux parties liées

La liste des principales filiales et sociétés associées du Groupe figure dans la partie «Principes comptables, méthode d'évaluation, options IFRS retenues».

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

Les transactions et soldes avec les parties liées et les sociétés associées sont détaillées ci-dessous :

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	31/12/09	31/12/08	31/12/09	31/12/08	31/12/09	31/12/08	31/12/09	31/12/08
Parties liées en amont (S.F.P.I.)			1 089	1 216			616	350
Sociétés associées (mises en équivalence)	1 334	1 690	224	309	334	436	18	29
Autres parties liées (autres pôles du Groupe S.F.P.I.)	131	168	85	127	65	65	3	98
Total	1 465	1 858	1 398	1 652	399	501	637	477

L'unique mandataire social au sens de la norme IAS 24 perçoit une rémunération à court terme dans l'une des filiales de SECURIDEV.

Son montant est le suivant :

	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Rémunération à court terme hors charges patronales	107	107	96
Charges patronales sur rémunération	37	37	31

Note 21 - Dividendes proposés

Le dividende qui sera proposé aux Actionnaires lors de l'Assemblée générale du 28 mai 2010 est de 0,40 euros par action.

Note 23 - Événements postérieurs à la clôture

À la date d'arrêt des comptes par le Conseil d'Administration, le 24 mars 2010, aucun événement significatif n'est intervenu.

4. Rapport du Président Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président Directeur Général.

1 – Préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

1.1 Composition du Conseil d'Administration

Notre conseil d'administration est composé de cinq administrateurs, dont un indépendant. La liste des administrateurs de la Société, incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est visée dans le rapport de gestion.

1.2 Convocation des administrateurs

Conformément à l'article 17 des statuts, les administrateurs ont été convoqués par courrier.

Conformément à l'article L. 225-238 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels ainsi que les comptes semestriels.

1.3 Fréquence des réunions - Tenue des réunions - Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, notre conseil d'administration s'est réuni trois fois, et le taux de participation des administrateurs à ces réunions était de 100 %.

Ces réunions qui se sont déroulées au siège social en présence des commissaires aux comptes, ont porté sur les points suivants :

- 19 mars 2009 : arrêté des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ;
- 24 septembre 2009 :
 - examen et arrêté des comptes consolidés du premier semestre 2009, préalablement à leur publication,
 - clôture du programme de rachat d'actions en cours et réduction du capital social par annulation des actions auto-détenues ;
 - proposition à l'assemblée générale des actionnaires d'autoriser, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, la Société à racheter ses propres actions dans la limite du maximum légal ;
- 5 novembre 2009 : mise en œuvre du programme de rachat d'actions propres autorisé par l'assemblée générale mixte du 5 novembre 2009, ainsi que la mise en place du Comité d'audit.

1.4 Comités spécialisés

Un Comité d'audit a été mis en place par le conseil d'administration du 5 novembre 2009. La mission de ce Comité d'audit est assumée par le conseil d'administration. À ce titre, et conformément à la loi, le Comité d'audit assurera le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Dans le cadre de cette mission d'audit, le conseil d'administration se réunira avant chaque arrêté des comptes de la Société.

1.5 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs ainsi qu'aux Commissaires aux Comptes.

II – Principes et règles de détermination des rémunérations

Je vous informe qu'au sein du Groupe, les principes et règles applicables à la détermination des rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux font l'objet d'un examen préalable par l'organe compétent. Il examine l'ensemble des règles relatives à la détermination de la partie fixe, et, le cas échéant, variable, des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux.

L'ensemble de ces éléments est ensuite examiné en séance plénière du conseil d'administration, et soumis à ses seules décisions.

III – Procédure de contrôle interne

Je vous précise que la société SECURIDEV s'est appuyée sur le code de gouvernement d'entreprise Middlenext pour les Valeurs moyennes et petites du cadre de référence du contrôle interne.

À ce titre, le conseil d'administration a pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique « Points de diligence ».

En outre, la Société souscrit à toutes les recommandations dudit code, à l'exception de celles mentionnées ci-après, dont la mise en place doit intervenir dans les meilleurs délais :

- *(R6) Règlement intérieur*

Le règlement intérieur du conseil d'administration est en cours de rédaction et devrait être opérationnel avant la fin de l'exercice 2010.

- *(R13) Réunion du conseil et des comités*

Le conseil ne se réunit pas quatre fois au minimum par an mais à chaque arrêté des comptes et quand cela est nécessaire. Cette fréquence est justifiée par la taille de l'entreprise.

- *(R15) Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil*

Le Président estime qu'il n'est pas utile d'évaluer les travaux du conseil.

3.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la direction générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- la réalité et l'efficacité des opérations,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

3.2 Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne de notre Société est assuré à deux niveaux, d'une part à l'intérieur des filiales du Groupe SECURIDEV sous la responsabilité de leurs dirigeants ; et d'autre part à l'extérieur du Groupe par les services Contrôle de gestion et Juridique de notre maison mère la S.F.P.I.

En vue d'assurer, dans la mesure du possible, une gestion financière rigoureuse et la maîtrise des risques, et en vue d'élaborer les informations données aux actionnaires sur la situation financière et les comptes, le service contrôle de gestion de S.F.P.I., procède à l'audit des comptes de chacune des filiales préalablement à l'intervention des commissaires aux comptes.

Ce service contrôle et supervise également le reporting financier adressé tous les mois par chaque filiale. Il pilote l'adaptation des procédures comptables et budgétaires ainsi que la centralisation des informations financières. Il produit la consolidation du pôle, il gère les assurances.

Le Directeur de contrôle de gestion, rend compte au Président Directeur Général du résultat des travaux de son service, et le cas échéant, formule des recommandations.

Un code déontologique pour maîtriser les risques financiers a été signé par tous les dirigeants des filiales ainsi que leurs cadres principaux.

La comptabilisation des opérations de trésorerie et les rapprochements bancaires du Groupe sont également assurés par le service Finances et Contrôle de gestion de la maison mère, S.F.P.I.

La fonction trésorerie et financement est organisée autour du trésorier.

Ses fonctions principales sont :

- suivi des flux financiers et répartition des fonds,
- suivi des opérations de placements ou d'emprunts financiers,
- gestion des lignes de trésorerie et des engagements.

La Direction juridique de S.F.P.I. assure la rédaction des actes, assiste et conseille les filiales dans les affaires juridiques. Elle gère et suit les dossiers contentieux en liaison avec les avocats du Groupe.

3.3 Autres procédures de contrôle interne

Au niveau des processus opérationnels, les principaux contrôles ci-après sont effectués :

- au niveau des départements commerciaux des filiales, pour suivre et contrôler, à partir de tableaux de bord mensuels, les ventes réalisées facturées, la prise de commandes, les taux de marges, etc. Pour comparer la réalisation, par secteur d'activités, avec les objectifs fixés budgétés,
- au niveau des départements techniques des filiales, pour suivre et contrôler l'avancement et le volume d'activité en terme de service après-vente, support technique, tests et référencement produits et recherches de solutions.

Au niveau de l'élaboration et du traitement de l'information financière et comptable :

- Le processus relève de la compétence du département Finances et Contrôle de gestion.
- Le système comptable et de gestion repose sur un système d'information intégré permettant de faciliter le suivi de l'exhaustivité, la correcte évaluation des transactions et l'élaboration des informations comptables et financières selon les règles et méthodes comptable en vigueur et appliquées par la Société tant pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés.
- La Direction générale s'assure de la réalité des informations comptables et financières produites par la Direction Finances et Contrôle de gestion. Ces informations sont contrôlées par les commissaires aux comptes qui procèdent aux vérifications selon les normes en vigueur.

3.4 Participation des actionnaires à l'AGOA

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'AGOA sont fixées par les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 des statuts de la Société.

3.5 La structure du capital social de la Société au 31 décembre 2009 est la suivante :

- S.F.P.I. : 61 %
- Public : 39 %

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire.

À cet égard, il est précisé que la société S.F.P.I. détient 75,8 % des droits de vote de SECURIDEV.

3.6 Information et communication des actionnaires

L'essentiel de l'information des actionnaires se fait par le biais du site web de la Société (www.securidev.com) sous le contrôle et la direction du Président Directeur Général de SECURIDEV.

3.7 Principaux risques auxquels est confronté le Groupe, et procédures de gestion

Les principaux facteurs de risques sont les suivants :

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de la clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'encours résultant d'analyses financières spécifiques.

Risque de taux et de change

La totalité des emprunts est à taux variable (Euribor). Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact de (50) K€ sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2010, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS DOM Ltd.

Assurance

Le Groupe a souscrit les assurances couvrant correctement les risques encourus par son activité.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme à risque.

IV – Pouvoir du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général sont assurées exclusivement par le Président du conseil d'administration.

Aucune limitation, en dehors de celles prévues par les dispositions légales, n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

Le Président Directeur Général
Henri Morel

5. Rapports des Commissaires aux Comptes

1	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	53
2	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	54
3	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	55
4	Rapport sur les prestations facturées par S.F.P.I. SA	57
5	Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président Directeur Général	58

1. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SECURIDEV S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

La partie « Principes, Règles et Méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2010, les Commissaires aux Comptes :

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.

Représenté par

Nahid Sheikhalishahi **Jean-Pierre Valensi**
Associé Associé

Deloitte & Associés

Représenté par

Philippe Soumah
Associé

2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SECURIDEV, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1. Référentiel » des états financiers consolidés relatives aux changements de méthodes de l'exercice du fait de l'application de nouvelles normes IFRS adoptées dans l'Union Européenne.

II. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été établies dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2008. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : la direction de votre Groupe est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers et les notes qui les accompagnent. Parmi les comptes qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations figurent les goodwill et les actifs à durée de vie indéfinie.

Le Groupe procède à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie selon les modalités décrites dans le paragraphe 9 des principes comptables et dans la note 14 c) des états financiers.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations et vérifié que le paragraphe 9 des principes comptables et la note 14 c) des états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Levallois-Perret et Neuilly sur Seine, le 26 avril 2010, les Commissaires aux Comptes :

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.

Représenté par

Nahid Sheikhalishahi **Jean-Pierre Valensi**

Associé

Associé

Deloitte & Associés

Représenté par

Philippe Soumah

Associé

3. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions ou engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclu au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention de prestations de services, en matière de gestion juridique, informatique, organisation administrative et comptable avec la société S.F.P.I.

Modalités:

Les modalités de calcul de la redevance sont les suivantes:

- 1 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes jusqu'à 76 M€ de chiffre d'affaires.
- 0,50 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires comprise entre 76 M€ et 152 M€ hors taxes.
- 0,25 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires au-delà de 152 M€ hors taxes.

Application:

La charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, relative à cette convention, est de 11 570 € hors taxes.

Convention de prestations de services avec ses filiales

Nature et modalités:

Convention de prestations de services du 5 décembre 2001 dans laquelle la société SECURIDEV S.A. s'engage à fournir à ses filiales (DENY FONTAINE S.A.S., METALUX S.A.S., RONIS S.A.S., PICARD-SERRURES S.A.S.) son assistance et ses conseils dans les domaines suivants:

1. Assurances: ces prestations seront facturées au coût exact.
2. Export: ces prestations seront facturées à 50 % du coût exact.
3. Investissements: rémunération par une somme forfaitaire située entre 7 622 € et 22 867 € par dossier, selon l'importance de ce dernier.
4. Comptable et social.
5. Commercial et achats.
6. Trésorerie.
7. Foires et salons professionnels et publicitaires.
8. Communication.

5. Rapports des Commissaires aux Comptes

Les cinq dernières prestations seront refacturées au coût exact.

La répartition de ces frais est faite, généralement, en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

La présente convention a été conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mai 2001. Cette période étant renouvelée annuellement, par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les conditions décrites dans cette convention.

Application :

Le produit comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, relatif à cette convention, est de 462 133 € hors taxes et se décompose ainsi :

- DENY FONTAINE S.A.S. :	158 089 € HT
- METALUX S.A.S. :	91 683 € HT
- RONIS S.A.S. :	124 597 € HT
- PICARD-SERRURES S.A.S. :	87 765 € HT

Convention d'intégration fiscale

Nature et modalités : Convention d'intégration fiscale.

Application :

Les sociétés suivantes sont soumises à la convention d'intégration fiscale de la société SECURIDEV S.A. :

- DENY FONTAINE S.A.S.
- METALUX S.A.S.
- RONIS S.A.S.
- PICARD-SERRURES S.A.S.
- DOM PARTICIPATIONS S.A.S.
- DOM S.A.S.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2010

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.

Représenté par

Nahid Sheikhalishahi **Jean-Pierre Valensi**

Associé

Associé

Deloitte & Associés

Représenté par

Philippe Soumah

Associé

4. RAPPORT SUR LES PRESTATIONS FACTURÉES PAR S.F.P.I. S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux souhaits de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons examiné le montant des honoraires facturés directement par S.F.P.I. S.A. aux filiales de SECURIDEV S.A. au titre des frais de management.

Pour l'exercice 2009, ces facturations s'élèvent à 1 058 973 € hors taxes contre 1 215 751 € hors taxes pour l'exercice 2008, se décomposant ainsi :

	2009	2008
SECURIDEV :	11 570 € HT	11 570 € HT
DENY FONTAINE :	216 690 € HT	225 831 € HT
METALUX :	105 520 € HT	115 020 € HT
RONIS :	140 880 € HT	193 090 € HT
PICARD-SERRURES :	110 510 € HT	115 778 € HT
TITAN :	68 348 € HT	106 421 € HT
DOM :	343 203 € HT	368 748 € HT
EURO-ELZETT :	34 161 € HT	45 889 € HT
CR SERRATURE :	28 091 € HT	33 404 € HT

Sur la base des informations fournies par la société S.F.P.I. S.A. et de nos propres analyses, nous pouvons vous indiquer que le montant des honoraires facturés par S.F.P.I. S.A. au Groupe SECURIDEV est cohérent avec les coûts exposés pour la direction et la gestion des sociétés du Groupe SECURIDEV par S.F.P.I. S.A.

Levallois-Perret, le 26 avril 2010

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.

Représenté par

Nahid Sheikhalishahi **Jean-Pierre Valensi**

Associé

Associé

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du président du Conseil d'Administration de la société.

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SECURIDEV et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Levallois-Perret et Neuilly, le 26 avril 2010

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.
Représenté par
Nahid Sheikhalishahi **Jean-Pierre Valensi**
Associé Associé

Deloitte & Associés
Représenté par
Philippe Soumah
Associé

6. Projets des Résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 28 mai 2010

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice; quitus aux administrateurs

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activités du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés et faisant ressortir un bénéfice net de 10 209 807 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumés dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

L'assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, au regard de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Deuxième résolution

Affectation du résultat de l'exercice; mise en paiement du dividende

L'assemblée générale approuve la proposition d'affectation du résultat qui lui a été présentée par le conseil d'administration.

En conséquence, le bénéfice de l'exercice s'élevant à 10 209 807 € est affecté de la manière suivante :

Origine :

Résultat de l'exercice : 10 209 807,00 €

Affectation :

Dividende : 977 580,80 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 0,40 € par action

Report à nouveau : 9 232 226,20 €

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 15 juin 2010.

L'assemblée générale prend acte que cette distribution sera éligible, pour les bénéficiaires personnes physiques résidentes fiscalement en France dont les actions ne sont pas éligibles sur un PEA, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3 2° du Code général des impôts. Alternativement, sur option des bénéficiaires exercée au plus tard lors de l'encaissement, le dividende pourra être soumis au prélèvement libératoire au taux de 18 % (article 117 quater du CGI). Ce prélèvement sera effectué sur le montant brut du dividende.

Quel que soit le régime d'imposition choisi par l'actionnaire personne physique, les contributions sociales (représentant 12,1 % du montant des dividendes) seront prélevées à la source par l'établissement payeur sur le montant brut du dividende.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende.

6. Projets des Résolutions

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Dividende par action *
2006	0,42 € (sur le résultat 2002)
2007	0,80 € (sur le résultat 2002)
2008	0,80 €

(*) intégralement éligible de l'abattement de 40 %.

Troisième résolution

Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, approuvés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés à l'article 225-38 du Code de Commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions et engagements qui y sont mentionnés.

Quatrième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activités du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2009 tels qu'ils ont été présentés faisant ressortir un résultat net des entreprises consolidées de 1 316 K€, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion et d'activités.

La part nette Groupe après intérêts des minoritaires ressort à 1 988 K€.

Cinquième résolution

Pouvoirs en vue des formalités

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

PICARD
SERRURES

métalux

BÂTIMENT

verrouiller un accès

confort
et facilité
du quotidien

haute
sécurité

solutions
globales

protection
et gestion
des parcs

ORGANISATION

contrôler des accès

interdire un usage

**MATÉRIEL ET
ÉQUIPEMENTS**

dény
FONTAINE

DOM
SICHERHEITSTECHNIK

**EURO
ELZETT**

CR
SERRATURE



TITAN

RONIS

dény
FONTAINES
SAFETY TECHNOLOGIES

DOM
SICHERHEITSTECHNIK


RONIS

PICARD
SERRURES

 **métalux**

 **TITAN**

 **EURO
ELZETT**




SERRATURE

20, rue de l'Arc de Triomphe
75017 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 46 22 09 00

Fax : +33 (0) 1 46 22 99 18

www.securidev.com